



À L'ÉCOUTE
DES PENSEURS

GÉRALD LEBLANC

Son premier livre, *L'Ange du matin* paru en 1952, était un recueil de poèmes, et dans son dernier, *Genèse de la société québécoise*, paru le mois dernier, Fernand Dumont commence par parler, en termes lyriques, de son village natal, Montmorency, en banlieue de la Vieille Capitale.

«C'était vraiment la philo qui m'intéressait, mais à l'époque nous étions confinés à la scolastique. J'ai donc choisi la sociologie, un carrefour qui m'a permis de cerner la place des sciences humaines», explique le vétéran qui enseigne à l'université Laval de Québec, depuis près de 40 ans.

Expert de la culture et des idéologies, comme en témoignent plusieurs ouvrages traduits et diffusés à l'étranger, notre sociologue-philosophe n'a jamais caché son indéfectible attachement au christianisme et au pays du Québec.

Ces deux passions l'ont amené à de brefs passages de l'autre côté de la clôture: au début des années 70, il présida une commission sur la place des laïcs dans l'Eglise du Québec et, à la fin des années 70, il accepta de préparer, avec Guy Rocher, le livre blanc qui devait donner naissance à la Loi 101.

Sa fille, l'aînée de cinq enfants, est née en 1955 et son premier petit-fils a vu le jour en 1986, 59 ans après la naissance du grand-père sociologue. Quand je lui demande de comparer les trois univers, il redevient citoyen et papa Dumont.

«Je suis né dans un contexte de catholicisme enveloppant toute l'existence, avec une série de réponses aux grandes interrogations de la vie. La génération de mes enfants a tout remis en question et relativisé autant le christianisme que le Canada. Après ce grand ménage, mon petit-fils se retrouve en plein chantier de construction.»

Dans son bureau du pavillon de Koinick, le professeur Dumont a répondu à nos questions sur les idéologies, le nationalisme, l'État-providence, le christianisme et l'avenir de son petit-fils. Voici donc le deuxième de nos interviews des penseurs du Québec.

La Presse — «Les idées mènent le monde!» nous disait-on au collège. Que voulait-on dire? Était-ce et est-ce encore vrai?

Fernand Dumont — C'était un peu idéaliste, car il y avait aussi les intérêts, mais c'était et c'est encore vrai. On ne peut mener le monde sans invoquer les idées. La force brute ne suffit jamais, il faut se donner une légitimité. Même les régimes les plus totalitaires, le nazisme ou le stalinisme, ont dû recourir aux idées et à la propagande pour justifier leur conduite, en l'occurrence la défense de la nation ou du prolétariat.

Ces visions partagées qui permettent l'action collective, n'est-ce pas ce qu'on nomme idéologies?

Une idéologie, c'est en effet la définition des situations en fonction de l'action qu'on doit mener. Prenons un exemple d'actualité. D'un côté, les besoins paraissent criants (sans-abri, handicapés, assistés sociaux, familles monoparentales...) et de l'autre l'État n'a plus d'argent. Il faut bâtir une idéologie pour justifier le maintien ou l'érosion de l'universalité des programmes sociaux. On a souvent décrit l'idéologie comme négative; la pensée des adversaires était idéologique mais pas la sienne. Pour moi, l'idéologie est un phénomène positif, c'est même un ingrédient essentiel de la démocratie, qui repose sur les débats publics. Pour monter à la surface, les choix doivent prendre la forme de discours sur la situation qu'on veut préserver ou modifier.

Ne vient-on pas de célébrer la mort des idéologies et l'avènement d'un nouvel ordre des choses?

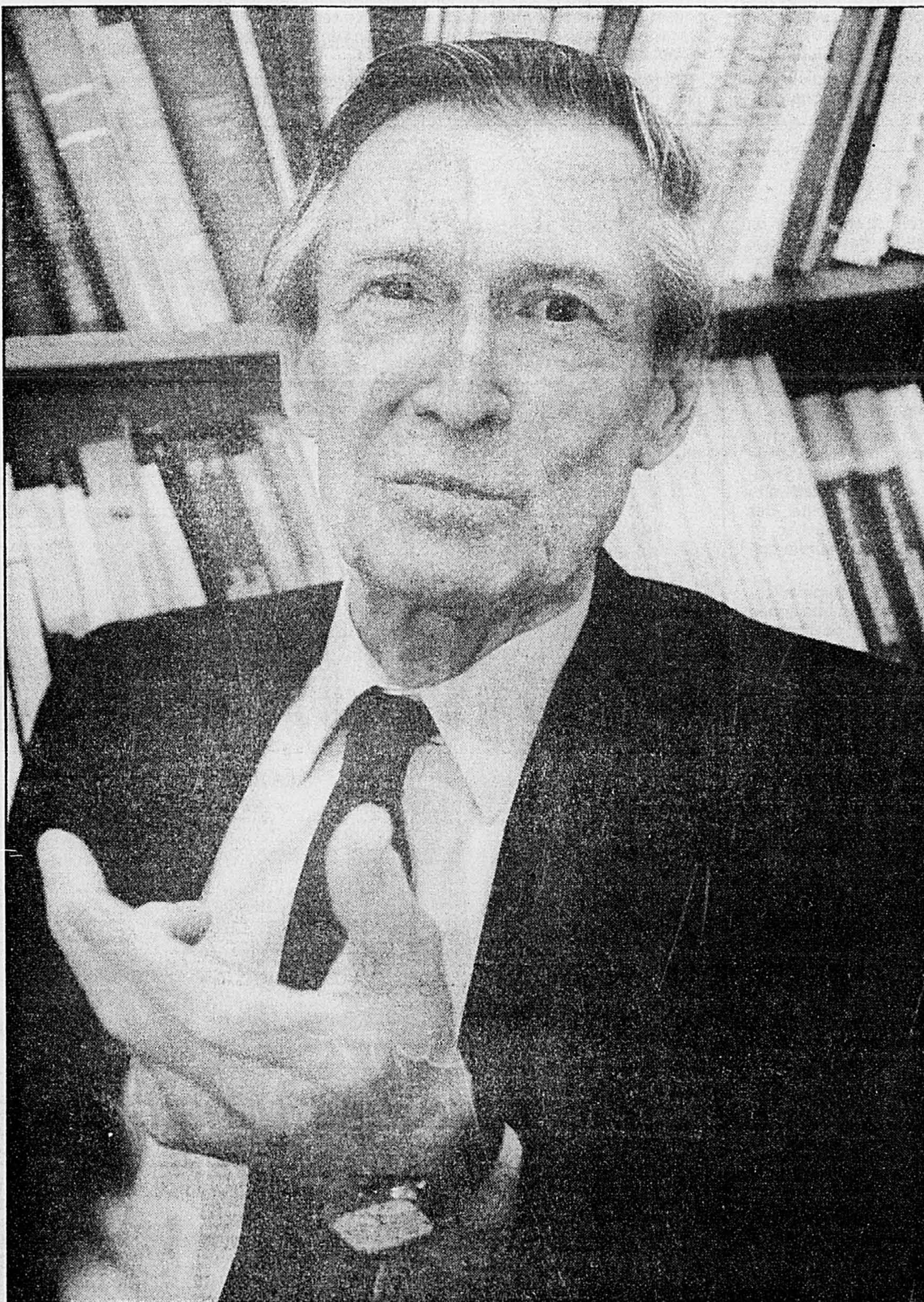
Ce serait une absurdité d'annoncer la fin des idéologies. Ce serait proclamer la fin de l'histoire, la fin des contradictions et des discours pour les résoudre. Cette formule de «la mort des idéologies», inventée dans les années 60, voulait décrire le déclin des grandes utopies comme le communisme.

Les tenants du néo-libéralisme, le courant dominant, prétendent justement qu'il ne s'agit pas d'une idéologie.

Le procédé est vieux comme le monde. Pour faire prévaloir sa vision, on la présente comme non idéologique, contrairement aux visions concurrentes. C'est le moyen de légitimer son projet de société, d'y rallier la majorité. Quand elle prend toute la place, l'idéologie néo-libérale prétend qu'il n'y a plus d'idéologie. Déjà au XVIII^e siècle, Adam Smith avait élaboré le discours:

Sociologue

chrétien et nationaliste



«Si je vivais en France ou en Grande-Bretagne, je ne serais pas nationaliste, mais ici, je le suis par nécessité, devant la fragilité de ma société en Amérique du Nord. Je refuse la prétention qu'on ne puisse être nationaliste et humaniste.»

— Fernand Dumont

le pluralisme des valeurs exige qu'on descende plus en profondeur pour découvrir les intérêts qui mènent le monde. Le boucher me vend de la viande parce qu'il y trouve son intérêt, disait Smith, en concluant que c'était là le nouveau consensus. Chaque fois que le consensus sur les valeurs éclate, le libéralisme refait surface comme solution de rechange aux idéologies. C'est un peu comme les fédéralistes qui prétendent s'appuyer sur la seule raison, contrairement à leurs adversaires nationalistes qui ne feraient appel qu'aux passions.

Vous n'avez jamais caché votre appui au mouvement souverainiste. Êtes-vous nationaliste? N'est-ce pas

en contradiction avec votre attachement aux valeurs humanistes?

Si je vivais en France ou en Grande-Bretagne, je ne serais pas nationaliste, mais ici je le suis par nécessité, devant la fragilité de ma société en Amérique du Nord. Je refuse la prétention qu'on ne puisse être nationaliste et humaniste. Au contraire, dans notre cas à nous, le nationalisme fait partie de l'humanisme tout comme le souci de justice. Le nier, c'est refuser de reconnaître que certaines sociétés ont plus de pouvoir que d'autres. Le fait de défendre ma langue, par exemple, ce n'est pas de la glorification ethnique mais un refus de prolétarisation de la population québécoise, en particulier des mi-

lieux populaires. Quand une langue se détériore, c'est la personnalité qui parle cette langue qui se désagrège. On en connaît de ces situations où les gens, tiraillés entre deux langues, parlent une espèce de sabir et n'arrivent pas à exprimer ce qu'ils sont. C'est de la prolétarisation culturelle, aussi néfaste que l'économique.

N'en reste-t-il pas moins que la défense des nations s'oppose à celle des personnes, que le nationalisme empêche l'ouverture aux valeurs universelles?

La défense des nations, de leur singularité et diversité, ressemble grandement à la défense des personnes. L'homme

universel, dont on parle souvent, c'est un être abstrait, dépouillé de toutes ses appartenances. Rien ne serait plus facile à manipuler par les pouvoirs technologiques que cet homme universel, sans attaches et sans identité. On ne tombe pas dans l'universel comme Obélix dans la potion magique; c'est à partir de la singularité qu'on s'universalise. Les choses les plus importantes ont des couleurs, sont incarnées; on ne tombe pas amoureux des femmes mais d'une femme bien particulière.

Votre emploi du mot «incarné» m'amène sur le terrain du christianisme, une autre de vos passions durables. L'Eglise catholique, telle que réflétée par le pape de Rome, n'est-elle pas devenue folklorique, coupée de la réalité contemporaine? Le christianisme a-t-il encore quelque chose à dire au monde?

Vous soulevez une question préalable à celle de la vérité ou de la fausseté d'une doctrine, le problème de la pertinence. On nous a transmis le catholicisme comme un corps de doctrine établi à tout jamais. Si c'était le cas, il faudrait parler de l'agonie de cette religion et voir les interventions de ses dirigeants comme des mécanismes de défense devant une cause désespérée. Mais la réalité du christianisme est tout autre. Né dans la contradiction et les conflits, ce courant de pensée a traversé les civilisations, en se renouvelant à travers les tâtonnements de l'humanité. La foi est plus aventureuse que ne le pensent les figures dominantes du catholicisme. Pendant qu'on débite par le haut la liste des bonnes et mauvaises doctrines, le catholicisme se refait par le bas, dans les communautés de base, dans l'entraide et le bénévolat. Ce n'est pas dans le triomphalisme officiel mais dans l'Eglise humiliée que renait la foi chrétienne, l'attachement non pas à une doctrine mais à la personne de Jésus-Christ. C'est là qu'on retrouve les valeurs essentielles de la préférence pour les pauvres et ceux qui ne comptent pas, les questions fondamentales sur la souffrance, la mort et l'existence.

Si votre Eglise traverse une crise, que dire de votre société où la contrebande et le travail au noir cotoient les besoins criants que l'État n'a plus les moyens de soulager. Le Québec ne traverse-t-il pas une profonde crise de société?

La question fondamentale touche le manque de visibilité de cette crise. Il manque la première condition pour en sortir: la prise de conscience collective de la gravité de la situation. Plusieurs facteurs empêchent cette prise de conscience. En voici trois. Premièrement, les leaders politiques sont incapables de vérité, comme durant la dernière campagne fédérale où ils promettaient en même temps la réduction du déficit, le maintien de l'universalité et la création d'emplois. Le discours pédagogique est remplacé par une discours masquant. Deuxièmement, ceux qui pourraient s'attaquer à la crise ne la sentent pas. Lors de la crise des années 30, même le médecin de village n'était plus payé et devait, en conséquence, contribuer à l'élaboration d'une idéologie de relance. Aujourd'hui, la société est divisée en deux: ceux qui subissent la crise (sans-abri, assistés sociaux, chômeurs, emplois précaires...) et ceux dont la situation ne s'est pas détériorée (professionnels, syndiqués assurés d'un emploi, cadres grassement payés...). Or ce sont les épargnés qui auraient les moyens de rendre la crise visible et d'inventer un discours approprié. Troisièmement, on dit souvent que le partage (que les riches paient plus d'impôts et que la sécurité d'emploi fasse place au partage d'emploi) n'apporterait qu'un changement symbolique. Justement, ce changement fournirait le symbole nécessaire à une prise de conscience collective.

Votre premier petit-fils, né en 86, entre-t-il dans un univers plus accueillant et plus stimulant que celui où vous avez été propulsé en 1927?

Dans ma jeunesse, on rencontrait des résistances qui nous stimulaient, et on s'attaquait à des problèmes (réforme de l'éducation, place de l'État, place du Québec dans le Canada) qui paraissaient solubles. Il me semble que c'est plus difficile pour mon petit-fils, qui jouira d'une liberté molle, sans résistance clairement définie, et qui s'attachera à des problèmes où même le talent et le courage ne suffiront pas. Malgré tout, j'ai confiance dans le mouvement d'entraide et de solidarité qui traverse la société par en bas. L'État-Providence, c'était la construction d'une société par en haut. Le défi, c'est maintenant de relier ces deux constructions. C'est là qu'est l'avenir de la génération de mon petit-fils.

Samedi prochain

Pierre Fortin: un économiste qui parle de justice

AIRPRICE MARGARITA Vol hebdomadaire A tous les samedis B 757 cabine espace open bar	01 jan. / 1 sem. Vol seulement 499\$ Maria Luisa 599\$ Lake Plaza STD 669\$ La Perla 699\$ Aguila Inn 599\$ Club Festiva Bahia 789\$ Formule Club-3 repas/jour	08,15,22 jan. / 1 sem. Vol seulement 499\$ Maria Luisa 499\$ Lake Plaza 669\$ La Perla 699\$ Aguila Inn 599\$ Club Festiva Bahia 689\$ Formule Club-3 repas/jour	AIRPRICE La connexion soleil 387-1314 ou consultez votre agent de voyages * PARKING GRATUIT * NOUS SOMMES OUVERTS LES DIMANCHES 10H À 16H	VARADERO Vol à tous les dimanches DC 10 Départs 01, 08, 15, 22 jan. Service en français 1 Sem. Gramma (parag) EP \$499 Aquazul BP \$549 Paradiso EP \$699 Itabo MAP \$699	DÉPARTS D'ORLÉANS OTTAWA Achetez un (1) billet au prix régulier adulte* et obtenez le deuxième au prix annoncé → →	ORLANDO FORT LAUDERDALE *199* TAXES ET SERVICE DES INCLUS	Fort Lauderdale HÔTELS SUR LA PLAGE AVION + HÔTEL 1 SEM. 2 SEM. Ocean Manor 449\$ 649\$ Ramada Beach 499\$ 799\$ VALOR 01 OU JAN AU 21 JAN. Dernière minute DORVAL FORT LAUDERDALE VOL SEUL À PARTIR DE 199\$
---	--	--	---	---	--	---	--

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Se souvenir de ce que nous avons...

L'année qui se termine a été éprouvante pour la plupart d'entre nous. La situation économique difficile a plongé un très grand nombre de citoyens dans le chômage et la précarité, tandis que les autres vivaient dans la crainte et l'incertitude, ne sachant pas si la récession ne viendrait pas les frapper à leur tour.

Mais la morosité de cette année 1993 qui s'achève a malgré tout été ponctuée par quelques rayons de soleil précurseurs d'un climat meilleur.

Sur le plan politique, rappelons-nous à quel point nous pouvions craindre, il y a quelques mois à peine, des moments chaotiques pour le Canada et une période de crise et d'instabilité. Cette période d'incertitude a finalement, reconnaissons-le, débouché sur un dénouement prometteur.

L'économie, quant à elle, après deux longues années d'une interminable reprise qui n'en était pas vraiment une, semble manifester les premiers souffles tangibles de renaissance. Sans être vraiment emballants, ces signes nous indiquent que les années de disette vont peut-être prendre fin et que nous pouvons peut-être entrevoir l'année qui commence avec un optimisme modéré.

Mais c'est sur les plans humain et social que 1993 nous a réservé ses plus belles surprises. Nous avons pu découvrir que, même dans ces moments difficiles, les citoyens n'ont pas vu

l'égoïsme comme une solution à leurs problèmes. Malgré leurs difficultés personnelles évidentes, ils ont multiplié les gestes de solidarité envers plus nécessiteux qu'eux. Le succès des collectes de victuailles au Québec en est une preuve tangible. Nous ne dirons jamais assez à quel point ces manifestations de générosité sont admirables.

Ces moments de solidarité sont également porteurs d'une leçon importante pour l'avenir en nous rappelant notre capacité de traverser des moments difficiles et d'en sortir grandis.

Cependant, nous savons également que ce climat un peu plus clément verra d'autres nuages sombres, et traversera une autre période difficile qui nous forcera tous à une réflexion fondamentale sur nos valeurs et sur le chemin que nous voulons prendre, qui nous mènera à des choix irréversibles sur le pays où nous voulons vivre.

Le moment n'est pas propice pour se prononcer sur ces choix ou amorcer ici ce débat sur notre avenir collectif. Nous aurons amplement le temps d'y revenir car nous serons tous forcés de consacrer aux questions constitutionnelles de précieuses énergies tout au cours de l'année. Le temps des Fêtes, avec son message de fraternité, est aussi un temps de trêve où le débat politique n'a pas vraiment sa place.

Toutefois, si le Jour de l'an n'est pas celui des débats politiques, c'est celui où la tradition nous amène à prendre des réso-

lutions et à formuler des vœux pour l'année nouvelle. Et c'est dans cet esprit des Fêtes que je veux vous faire partager le vœu qui est le mien.

Ce vœu, c'est que dans toutes les réflexions dans lesquelles nous nous plongerons bientôt, nous n'oublions jamais ce que nous sommes et tout ce que nous avons.

Certes, ceux qui rêvent de changements le font dans l'espoir d'améliorer leur sort. Mais le sens commun veut aussi que l'on tempère ce rêve par une réflexion lucide sur ce que nous avons et donc ce que nous risquons de perdre si nos choix ne sont pas empreints de sagesse.

Malgré nos problèmes, nos chicanes et nos crises politiques, n'oublions jamais, en regardant autour de nous, à quel point notre sort est enviable pour la grande majorité des humains qui habitent cette planète. Notre pays, pour tous les déshérités de la terre, reste un havre de paix et une oasis d'abondance. Ils voient chez nous ce que nous ne voyons plus.

En cette année qui sera l'Année internationale de la famille, nous devons, plus que jamais, penser à nos enfants et à nos petits-enfants et à ce que nous voulons leur léguer.

ROGER D. LANDRY
Président et éditeur

L'année charnière

L'année 1994 sera une année charnière, une année où nous devons commencer à résoudre des crises que nous avons laissées pourrir pendant des lustres, amorcer des changements difficiles et faire des choix déterminants pour notre avenir collectif.

De ces choix qui nous attendent, on pense spontanément à l'enjeu constitutionnel des prochaines élections provinciales. Mais ce choix est loin d'être le seul que nous devons faire et, à plusieurs égards, n'est peut-être même pas le plus fondamental.

Notre devons également résoudre une crise fiscale majeure et repenser notre économie pour affronter cette fin de siècle. Les décisions sur la façon de lutter contre les déficits et de restructurer notre économie pourront déclencher des débats aussi déchirants que le débat sur l'avenir du Québec, et leurs conséquences seront aussi lourdes pour notre survie collective.

Au cœur de tous ces débats, *La Presse* et son équipe éditoriale, confrontées à ce triple défi, amorcerons donc une année particulièrement exigeante. Creuset des débats de société, caisse de résonance des tensions et des déchirements collectifs, les pages éditoriales devront se prononcer et trancher dans des débats semant la division, prendre des positions qui, inévitablement, ne pourront pas satisfaire tout le monde.

Pour tenir le cap à travers ces écueils, *La Presse*, dans ses pages éditoriales, adoptera une attitude qui est sans doute la seule à nous permettre de jouer adéquatement notre rôle. C'est s'élever au-dessus des chapelles, des intérêts personnels, des goûts et des convictions de chacun, pour articuler des positions collectives dont le seul critère sera ce que, dans la mesure de nos connaissances, nous percevons être l'intérêt commun de toute la population.

Cette grille nous avons déjà commencé à l'appliquer dans le débat sur le déficit qui trouvera toute sa vigueur avec la préparation des budgets fédéral et provinciaux. L'intérêt commun y est facile à définir, c'est l'absolue nécessité d'éviter une catastrophe financière qui nous pénaliserait tous. Notre devoir, c'est encourager les gouvernements à faire des choix politiques difficiles et en expliquer les enjeux à nos lecteurs.

Mais l'intérêt collectif, c'est aussi, là plus qu'ailleurs, d'empêcher que le débat ne soit dominé par des chapelles idéologiques, orthodoxies de droite et de gauche, et qu'il ne soit pas non plus mobilisé par les groupes de pression qui, des détenteurs d'abris fiscaux aux organismes subventionnés, voudront défendre leurs privilèges et se soustraire à l'effort collectif. Les sacrifices exigés pour nettoyer les finances publiques doivent en effet être équitablement répartis entre tous. C'est la seule façon de les faire accepter et de préserver les remarquables acquis des trente dernières années.

Le même genre de grille nous aidera dans le débat sur l'économie. Malgré la reprise, nous traversons une longue période de crise structurelle qui trahit notre difficulté à résister aux grands courants de restructurations mondiales. Pour s'en sortir, il est clair qu'il faudra trouver d'autres façons de gérer l'économie. Là aussi il faut se méfier des recettes magiques et des chapelles, et admettre que les changements profonds, que nous souhaitons, bousculeront tous les pouvoirs établis, que ce soient ceux des chambres de commerce ou ceux des centrales syndicales. Là aussi, il faudra exiger des efforts de chacun pour un but commun: remettre les gens au travail et retrouver la prospérité pour mettre fin à cette inacceptable déchéance qui nous amène à léguer à nos enfants un monde où ils seront plus pauvres que leurs parents.

Enfin, nous savons maintenant que les prochaines élections québécoises, en 1994, porteront clairement sur le projet constitutionnel, parce que le Parti québécois y défendra d'abord son option et ne se limitera pas à proposer un bon gouvernement. Malgré ses spécificités, le débat constitutionnel n'est pas si différent. Il est bien sûr plus déchirant, en raison de son caractère irréversible et de sa forte composante émotionnelle. Mais il faudra y appliquer la même grille, les mêmes valeurs que pour les autres débats fondamentaux. D'abord, s'écarter des chapelles et des dogmatismes, refuser les professions de foi apprises par cœur, et penser à l'intérêt commun. Ensuite, défendre le mieux possible les intérêts des Québécois.

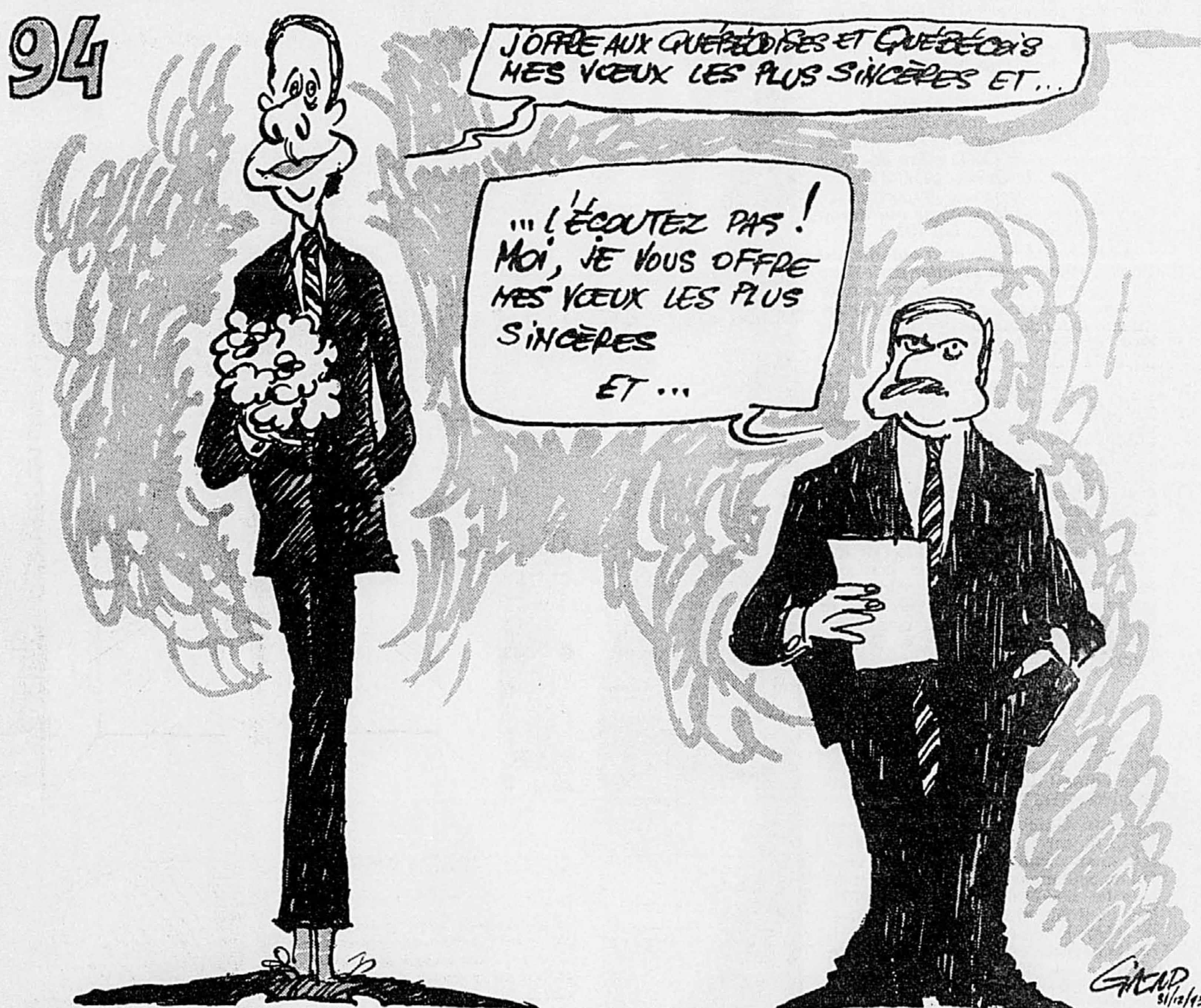
Nous n'avons pas eu de réflexion formelle sur la souveraineté depuis 1980, puisque les trois derniers forums où a été abordée la question constitutionnelle, la Commission Bélanger-Campeau, le référendum de l'automne 1992 et les dernières élections fédérales ont surtout servi à faire le procès du fédéralisme. Le bien commun doit d'abord nous amener à un véritable débat sur la souveraineté qui permette à tous et à toutes de disposer de l'information qui les aidera à faire un choix éclairé.

La défense des intérêts communs doit également nous amener à mettre de l'avant, là aussi, les mêmes priorités, préserver et enrichir les acquis auxquels nous tenons, et faire les choix qui, d'abord et avant tout, assureront notre prospérité et nous permettront d'offrir mieux à nos enfants.

Tous ces débats seront peut-être déchirants, mais ils sont essentiels et il ne faut surtout pas les évacuer. Nous aurons, en 1994, l'occasion de crever des abcès qui nous paralysent depuis longtemps et de faire des choix qui s'imposent de toute urgence. C'est une occasion qu'il ne faut pas rater.

Alain DUBUC

94



DROITS RÉSERVÉS

Est-il juste et humain de modifier les règles du jeu envers les citoyens âgés?

MARCEL ADAM

Dans tous les milieux préoccupés par le marasme économique et la banqueroute technique du pays, on presse les gouvernements de sabrer les programmes sociaux et plus particulièrement de couper la pension de vieillesse aux personnes qui n'en ont pas un besoin vital.



Cette proposition, généralement perçue comme juste et raisonnable dans la classe des citoyens les mieux partagés, révolte l'organisme canadien *One Voice, The Canadian Seniors Network*, pour qui c'est carrément injuste et inhumain de modifier les règles du jeu.

Dans une lettre adressée récemment au quotidien torontois *Globe & Mail*, Jean Woodsworth, ancienne présidente, et Andrew Aitkens, directeur à la recherche, ont voulu rétablir les faits au sujet de l'impact potentiel des changements appréhendés au Régime de pensions du Canada et notamment au programme de la Sécurité de la vieillesse.

Pour eux les pensions ne sont pas des cadeaux et les personnes âgées ne sont pas les sangsues de la société. Quand fut lancé, en 1952, le programme de la Sécurité de la vieillesse, les Canadiens décidèrent que tout le

monde devrait en bénéficier, peu importe le revenu.

De plus, ce régime était financé par un impôt spécifique, afin que tous les Canadiens prennent bien conscience qu'ils avaient la responsabilité d'assumer, par ce moyen, les coûts de ce nouveau programme, avait pris soin de dire, en 1951, Douglas Abbott, le ministre des Finances du temps.

Ce fonds spécial était alimenté par trois sources fiscales: l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur les corporations et la taxe de vente. Les revenus étaient versés dans un compte bien étiqueté, le Fonds de la Sécurité de la vieillesse.

Quand les gens paient des taxes précises en vue de leurs pensions de vieillesse, disent les auteurs, ils croient avoir le droit de recevoir éventuellement des prestations et ils font des projets en conséquence. Ils voient dans ces rentes un paiement, non une contribution charitable.

Cela est très important pour ceux qui ont payé ces taxes durant toute leur vie productive et qui s'attendent d'en bénéficier comme ils le feraient d'une assurance ou d'une rente viagère.

Le taux de cette taxe spéciale passa de 2 pour cent en 1952 à 4 pour cent en 1972; en vertu de la nature progressive de notre système fiscal, ceux qui gagnaient les plus gros revenus étaient proportionnellement taxés plus que les autres. Ce qui explique pourquoi la décision, prise en 1989, de taxer les pensions des bénéficiaires ayant des revenus supérieurs à

50 000 \$, fut reçue comme une gifle par les citoyens qui avaient contribué de bonne foi durant près de 40 ans et qui, avant ce siphonnage, se faisaient déjà gruger leur pension par le truchement du taux d'impôt marginal.

À l'occasion de la réforme fiscale de 1972, la taxe spéciale fut intégrée au taux général de taxation, et le fonds de la Sécurité de la vieillesse fut amalgamé en 1975 au Fonds des revenus consolidés, rappellent Mme Woodsworth et M. Aitkens. Aux Communes les débats furent ciblés sur l'importance, dans ce régime, de ce qu'on appelait le «contrat social», l'«élément de foi», le «droit moral».

«Depuis lors, déplorent-ils, les contribuables et, semble-t-il, les législateurs, ont perdu de vue le fait bien réel que nous, les aînés, avons contribué toute notre vie à un régime spécifique, dans la conviction que nous en bénéficierions ayant atteint l'âge prévu. Nous avons préparé notre retraite en fonction de cette pension et nos pensions d'anciens employés furent négociées en en tenant compte. Et nous nous attendions qu'éventuellement nos enfants et petits-enfants en profiteraient aussi.»

Les signataires de la lettre ont voulu par la même occasion insister sur un préjugé répandu qui renforce l'idée de mettre la hache dans les pensions de vieillesse. Selon eux, les gens âgés ne forment pas un groupe fortuné. En fait, seulement 5 pour cent d'entre eux ont un revenu

annuel supérieur à 50 000 \$. Par contre, environ 40 pour cent ont droit au Supplément de revenu garanti, un programme destiné à maintenir les plus démunis aux alentours du seuil de la pauvreté.

Certains penseront que le choix de ce sujet, à ce moment précis de ma vie, n'est pas l'effet du hasard. Me croira-t-on si je dis qu'il n'a rien à voir avec le fait que je viens d'atteindre l'âge où on n'est généralement pas indifférent à ce genre de problème?

Avec l'âge est venu le moment de tirer ma révérence comme employé régulier de *La Presse*. Arrivé il y a 35 ans, dans la foulée de la réforme que Jean-Louis Gagnon venait d'entreprendre, j'éprouve une profonde satisfaction à avoir été associé à ce renouveau qui devait faire d'une gazette de piètre réputation un journal crédible et respecté.

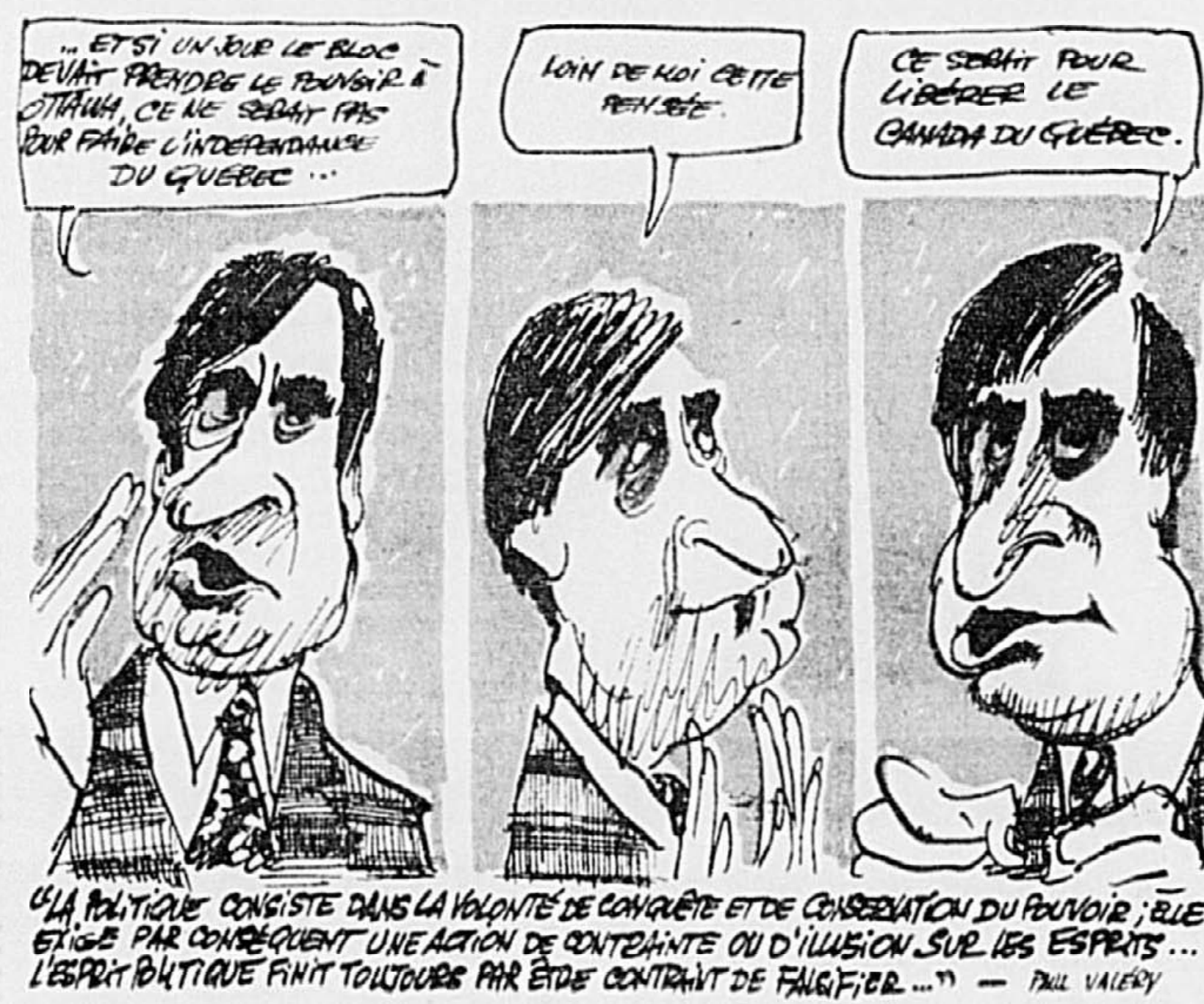
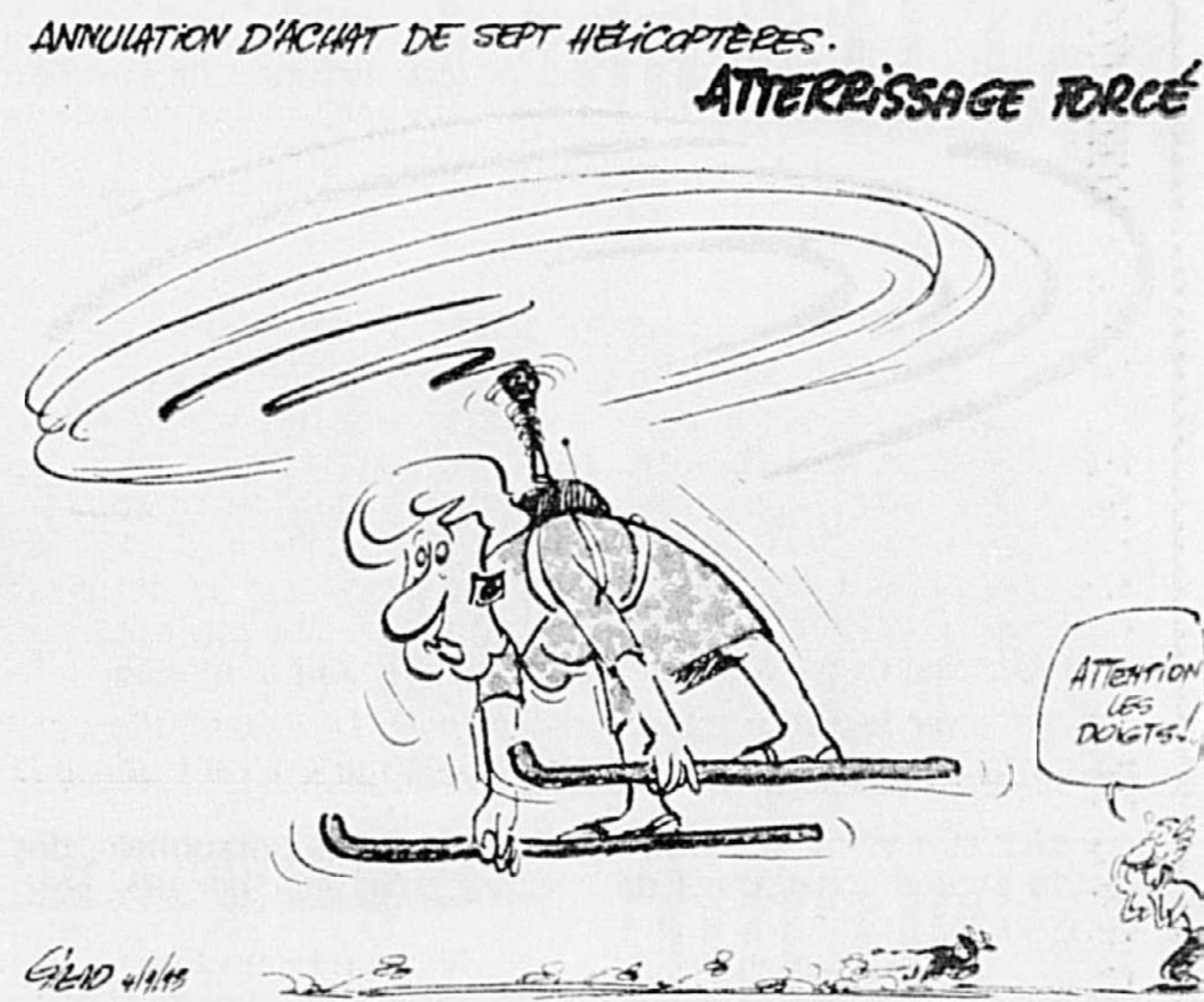
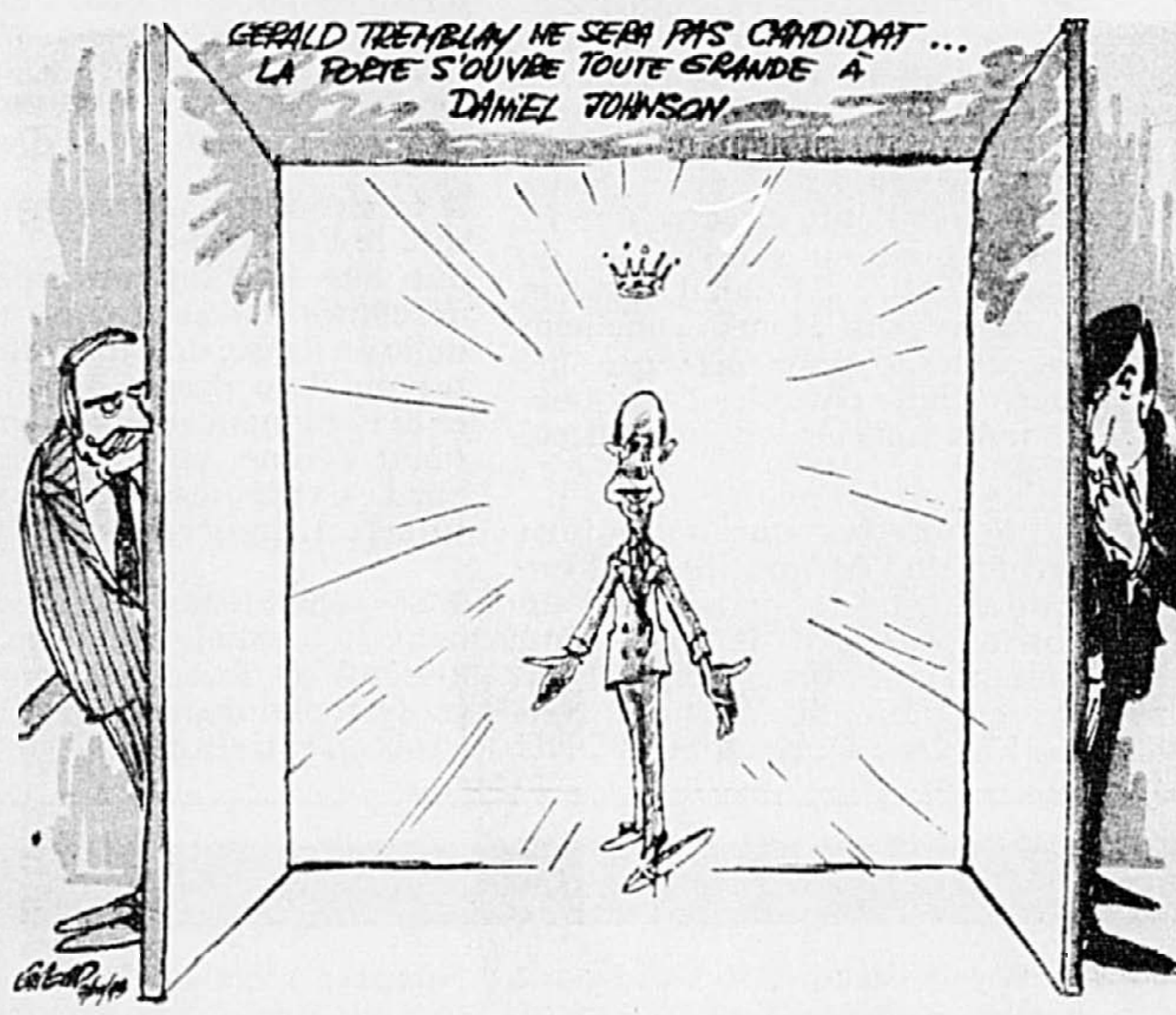
J'y suis entré de reculons, je ne sais trop pourquoi. C'est encore de reculons qu'aujourd'hui j'en sors, mais cette fois-ci je sais pourquoi: j'y ai passé les années les plus excitantes et les plus riches de ma vie. Il n'est pas indifférent que celles venues sous le règne de Roger-D. Landry comptent parmi les plus fécondes de ma carrière, je tiens à le souligner.

Je ne couperai pas complètement les liens avec les lecteurs de cette chronique, cependant, puisque je continuerai d'occuper cet espace, le samedi, à compter du 15 janvier.

Opinions



EN ATTENDANT 1994...



Plus

1993

REVUE DE L'

JUILLET



Scène internationale

■ Le dirigeant haïtien *de facto*, le général Raoul Cédras, et le président déchu Jean-Bertrand Aristide signent le plan du médiateur de l'ONU, lequel prévoit le retour d'Aristide dans son pays le 30 octobre.

■ Des hélicoptères américains attaquent à la roquette des bâtiments susceptibles d'abriter des miliciens du général Aidid, à Mogadiscio. — Selon la Croix-Rouge, le raid aurait fait 54 morts et 174 blessés. La foule en colère assassine quatre journalistes.

■ Après 38 ans d'un règne ininterrompu, le Parti libéral démocratique du Japon doit céder le pouvoir à une coalition de sept partis d'opposition.

■ Sept partisans de l'intégrisme sont pendus, en Égypte, pour leur participation à des attaques contre les touristes.

■ Israël lance contre le Liban les raids les plus violents depuis 1982. Six jours plus tard, les États-Unis parviennent à négocier un cessez-le-feu entre Israël et la guérilla libanaise. Les sept jours de pillage intensif auront fait 130 morts et 525 blessés.

■ Le Sommet des sept promet trois milliards de dollars à Boris Eltsine.

■ Le président Jean-Bertrand Aristide en exil choisit l'éditeur Robert Malval, un modéré, comme premier ministre du prochain gouvernement haïtien.

Affaires nationales



■ Lors d'une séance extraordinaire du Sénat convoquée devant la colère et l'indignation des contribuables, les sénateurs annulent l'allocation supplémentaire de 6000\$ qu'ils s'étaient attribuée en juin.

■ Devant le tollé général de protestations, Mila Mulroney demande à la Commission de la capitale nationale d'annuler la vente des meubles des deux résidences du premier ministre, et lui retourne son chèque de 150000\$.

■ Une panne d'avion force Clyde Wells à rater le dîner informel offert à Vancouver par le premier ministre Kim Campbell. Tel que prévu, l'Ontarien Bob Rae brille également par son absence.

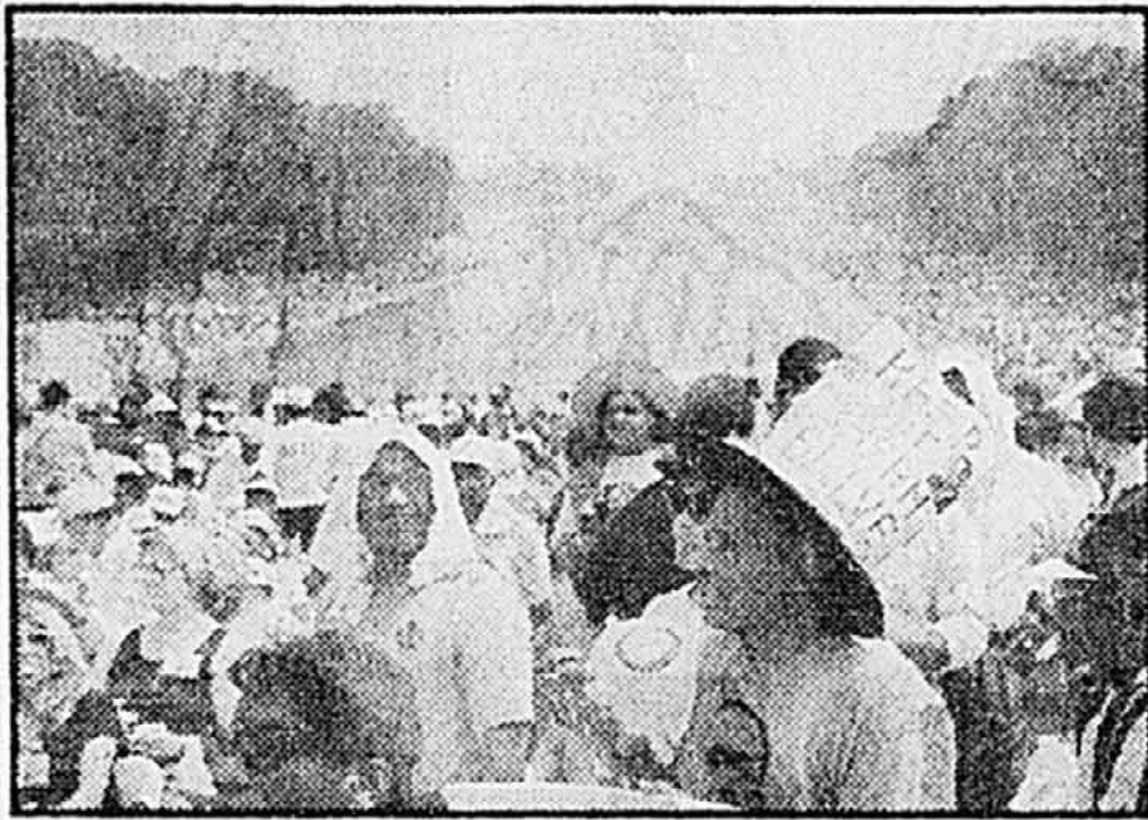
■ Bill Clinton reconnaît que son gouvernement aurait dû prévenir Ottawa de l'imminence d'une attaque contre Bagdad.

■ Les pêcheurs de Nouvelle-Écosse encercent un navire de pêche russe et l'empêchent de débarquer sa cargaison de morue au port de Shelburne. Mais les pêcheurs de Shelburne et le gouvernement fédéral en viennent à une entente, et libèrent le navire.

■ Le chalutier canadien *Endavour* est arraisonné au large des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, et son commandant est accusé de pêche illégale.

■ Le gouvernement du Québec accepte de négocier avec les policiers de la Sûreté du Québec.

AOÛT



Scène internationale

■ Le gouvernement israélien approuve l'accord conclu avec l'OLP concernant le régime d'autonomie dans les territoires occupés, ce qui représente un déblocage spectaculaire dans les efforts pour rétablir la paix au Moyen-Orient. Sur le terrain, l'armée israélienne amorce son retrait du Liban, puis reprend ses bombardements au Sud-Liban, en représailles pour l'assassinat de

huit soldats israéliens par le Hezbollah.

■ Quelque 75000 personnes se rassemblent à Washington pour commémorer la célèbre marche pour les droits civiques de Martin Luther King, 30 ans plus tôt.

■ La Chambre des représentants et le Sénat adoptent le programme économique du président Bill Clinton.

■ Le gouvernement japonais reconnaît pour la première fois que les troupes impériales ont obligé des femmes des pays conquis à servir d'esclaves du sexe pour les soldats japonais.

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU suspend officiellement l'embargo contre Haïti.

■ Les 16 membres de l'OTAN acceptent qu'on utilise la force aérienne en Bosnie, mais seulement sous contrôle de l'ONU. Sur le terrain, les Serbes évacuent enfin le mont Ingman, mais non sans démolir toutes leurs installations.

■ Le président russe Boris Eltsine dépose une couronne de fleurs sur la tombe des 15000 officiers polonais massacrés par les Soviétiques en 1940.

■ Les États-Unis accusent le cheikh intégriste Omar Abdel Rahman de participation au complot dans l'attentat à la bombe du World Trade Center.

■ Le Sentier lumineux massacre 72 Indiens ashkaninkas dans l'Amazonie péruvienne.

Affaires nationales



■ Le gouvernement fédéral interdit complètement la pêche à la morue sur la côte Est.

■ Selon la Commission royale d'enquête sur les groupes autochtones, le droit « inhérent » à l'autonomie des autochtones est déjà inscrit dans la Constitution, mais il n'est pas « illimité ».

■ Le Québec réussit à obtenir un consensus sur trois objectifs lors de la Conférence des premiers ministres, à Baddeck: les frais orientés dans le secteur de la santé, les paiements de transfert et les ententes bilatérales.

■ Le gouvernement fédéral exclut le ticket modérateur de toute réforme visant à limiter les coûts du système de santé au Canada.

SEPTEMBRE



Scène internationale

■ La signature par Israël et l'OLP d'un accord sur l'autonomie palestinienne, scellé par une historique poignée de mains de deux ennemis jurés, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, provoque la joie

chez la plupart des Palestiniens et des Israéliens, mais certains sont amers dans les deux camps. Puis les événements déboulent. Israël et la Jordanie signent un accord fixant le cadre de leurs négociations, puis Rabin effectue une visite surprise au roi Hassan, du Maroc. Enfin, le Fatah d'Arafat et le mouvement Hamas concluent une entente pour prévenir une guerre civile entre les deux mouvements dans les territoires occupés.

■ Les parties qui négocient l'avenir de l'Afrique du Sud s'entendent sur le principe d'un Conseil exécutif de transition, mettant ainsi fin à plus de 300 ans de domination blanche. Nelson Mandela lance alors à l'ONU

un appel pour la levée des sanctions contre son pays. Malgré tout, le bilan des morts s'alourdit dans les banlieues noires où l'on dénombre les morts par dizaines.

■ Le président Boris Eltsine dissout le Parlement russe et convoque des élections anticipées en décembre. La Cour constitutionnelle de Russie déclare anticonstitutionnel le décret présidentiel, et le Parlement réplique en destituant Eltsine, pour le remplacer par l'ex-vice-président Alexandre Routskoï, destitué par Eltsine.

■ Les séparatistes abkhazes prennent la capitale abkhaze, Soukhoumi, et forcent le président géorgien Edouard Chevardnadze à fuir en catastrophe.

Affaires nationales

■ Le premier ministre Kim Campbell se rend chez le gouverneur général pour lui demander de dissoudre son gouvernement et de déclencher des élections, prévues pour le 25 octobre.

■ Le premier ministre Robert Bourassa annonce son retrait de la vie politique, mais il restera en poste jusqu'au choix de son successeur.

■ Audrey McLaughlin divulgue les grandes lignes d'un plan secret ourdi par les conservateurs pour mettre la hache dans les programmes sociaux... après les élections!

■ Le premier ministre Kim Campbell réduit de 50 à 43 le nombre des hélicoptères achetés par le Canada.



OCTOBRE



Scène internationale

■ Le président Boris Eltsine remporte une victoire décisive grâce à l'armée. Le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov et le général et « président nommé » Alexandre Routskoï sont faits prisonniers en sortant de la Maison-Blanche en flammes, tout comme les quatre généraux de choc qui assuraient sa défense. Eltsine proclame l'état d'urgence et suspend 16 partis politiques. Mais l'opération entraîne la mort de 187 personnes.

■ La mort du ministre de la Justice d'Haïti Guy Malary, assassiné en plein jour, à Port-au-Prince, en même temps que son chauffeur et ses deux gardes du corps, et le refus du général haïtien Raoul Cédras de démissionner comme le

prévoyait l'accord de Governor's Island, forcent la communauté internationale à établir un blocus sous l'égide de l'ONU.

■ Une opération américaine vire au cauchemar en Somalie; 12 Rangers sont tués et 75 autres sont blessés. Le général Mohamed Farah Aidid libère le pilote américain Michael Durant. Puis le président Bill Clinton rappelle les Rangers qui y avaient été envoyés pour débusquer Aidid.

■ Le président Melchior Ndadaye, du Burundi, est renversé lors d'une tentative de coup d'État militaire qui crée un vide politique et fait 2000 morts, y compris le président Melchior Ndadaye et six de ses ministres.

Ndadaye était le premier président élu démocratiquement après des décennies de régime militaire.

■ Une bombe de l'IRA explose hâtivement, causant la mort de neuf personnes (y compris un des poseurs de bombe) à Belfast. Les protestants d'Ulster se vengent en attaquant un pub dans un village à prédominance catholique. L'attaque fait sept morts, y compris deux protestants.

■ En visite protocolaire au Japon, le président Boris Eltsine présente ses excuses aux Japonais pour le sort réservé à leurs concitoyens gardés prisonniers en Sibérie après la Deuxième Guerre mondiale.

Affaires nationales

■ Les libéraux gagnent les élections de 1993 en enlevant 177 sièges, dont 98 sur 99 en Ontario, mais le Bloc québécois domine au

Québec avec 54 sièges et forme même l'Opposition officielle. Le Reform Party gagne 52 sièges, tandis que le Parti conservateur disparaît presque de la carte avec deux sièges seulement.

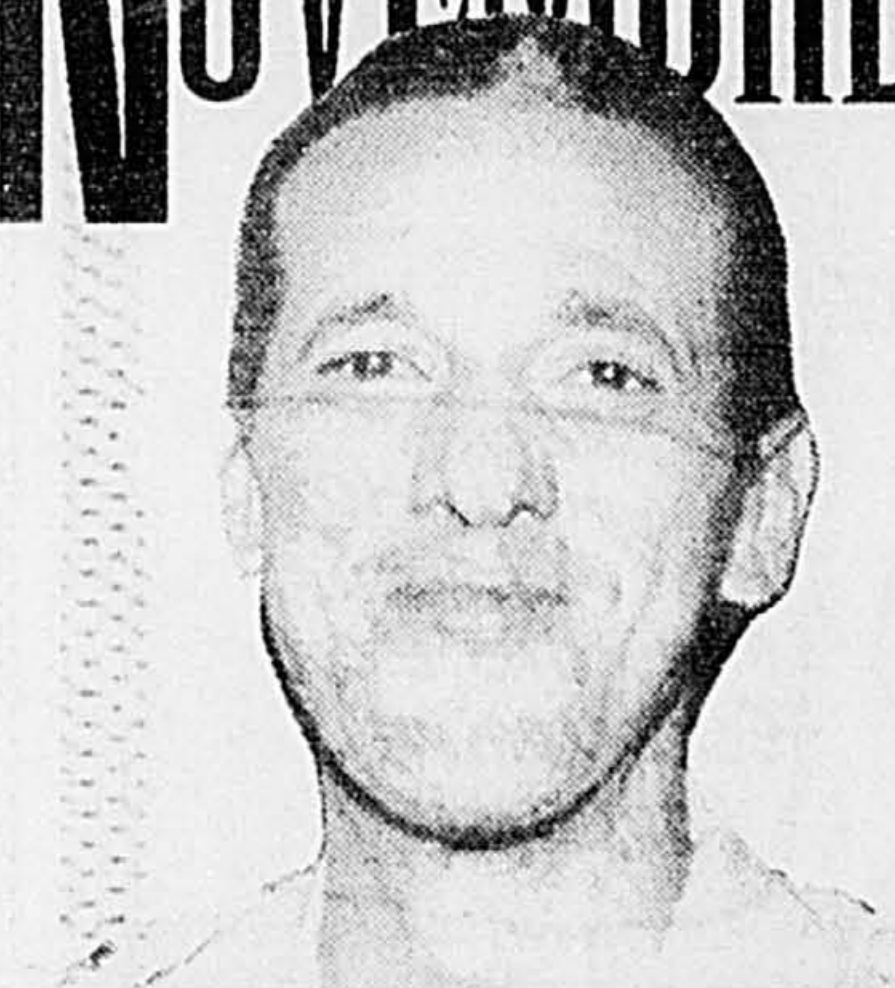
■ Après que les ministres Gérard Tremblay et Yvon Picotte eurent annoncé qu'ils ne seraient pas candidats à la succession de Robert Bourassa, Daniel Johnson annonce sa candidature.

■ Le gouvernement du Québec assouplit les critères d'entrée au réseau scolaire anglophone.

■ Des documents récemment rendus publics démontrent que la GRC a espionné la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme, dans les années 1960.



NOVEMBRE



Scène internationale

■ L'armée israélienne tue deux des leaders du groupe extrémiste Hamas, Imad Aqel à Gaza et Khalid al-Zeer à Jérusalem-Est, puis capture Tayssir Salah Mansour Bordeineh, considéré comme le chef des « Faucons du Fatah ». Le groupe extrémiste Hamas promet de se venger. Yasser Arafat accuse alors Israël d'être responsable de l'impasse qui s'installe entre l'État hébreu et l'OLP.

■ L'armée haïtienne, qui refuse d'être servie à un gouvernement selon le général Raoul Cédras, inflige à l'ONU une troisième gifle en trois semaines en refusant de se présenter à une réunion du négociateur Danto Caputo.

■ Le président Frederik De Klerk et le Congrès national africain s'entendent sur le partage des pouvoirs, mettant ainsi fin à trois siècles d'apartheid en Afrique du Sud.

■ Le scandale du sang contaminé par le virus du sida, qui vient de surgir en Allemagne, provoque la panique dans les hôpitaux européens. La Société canadienne de la Croix-Rouge rappelle deux millions d'unités de plasma provenant d'Allemagne.

■ Le président russe Boris Eltsine annonce qu'il entend désormais terminer son mandat et rester en poste jusqu'en 1996, mais il promet qu'il ne sollicitera pas un nouveau mandat.

Affaires nationales

■ Jean Chrétien devient le 20e premier ministre du Canada et forme un cabinet de 23 ministres et huit secrétaires d'État. Quatre ministres viennent du Québec et dix de l'Ontario. Paul Martin hérite des Finances et André Ouellet des Affaires extérieures. Aussi, à l'assentiment, M. Chrétien annule le contrat des hélicoptères militaires, tel que promis, sans offrir aucune compensation aux provinces touchées.

■ Le ministre Paul Martin révèle que le déficit de l'année 1993-94 atteindra 45 milliards de dollars, 13 milliards de plus que prévu.

■ Le ministre du Travail Normand Cherry dépose un projet de loi qui réglemente la construc-

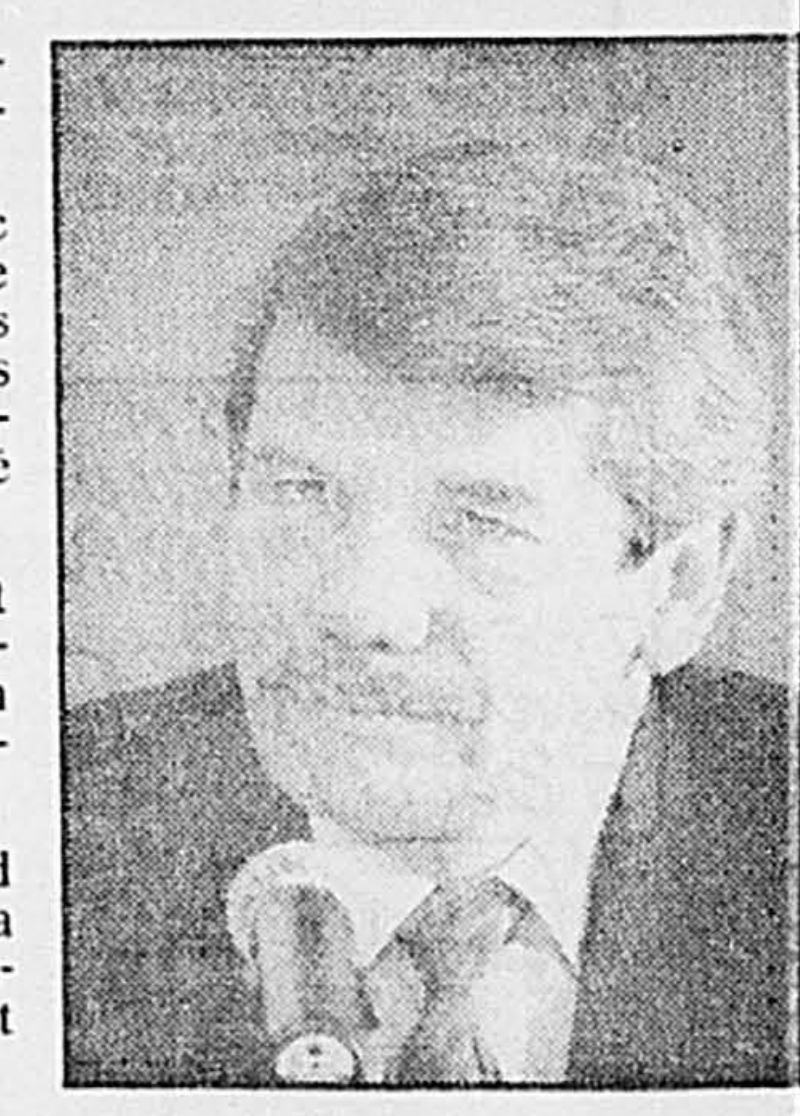
tion dans le domaine des immeubles résidentiels de huit logements ou moins.

■ Le gouvernement du Québec annonce la fin de la gratuité de certains médicaments fournis dans les cliniques externes, mais devant le tollé général, le ministre de la Santé Marc-Yvan Côté doit faire marche arrière.

■ Lucien Bouchard prête serment à la Reine, comme le veut la coutume, et assure qu'il assumera son rôle de chef de l'Opposition officielle en toute équité.

■ La ministre Lucienne Robillard dévoile les grandes lignes de sa réforme de l'enseignement au secondaire, qui met notamment l'accent sur le titulariat.

Montréalités



Scène internationale

■ Malgré l'opposition des Afrikaners d'extrême droite et de l'Inkatha zouloue, le Parlement sud-africain adopte, avec une écrasante majorité, une nouvelle Constitution qui donne aux Noirs des droits égaux à ceux des Blancs.

■ Le président Boris Eltsine fait approuver sa nouvelle Constitution réformiste par une majorité de 55,4 p. cent de la population russe, mais les ultra-na-

tionalistes de Vladimir Jirinovski sortent vainqueurs des élections législatives, avec 24 p. cent des sièges. Avec seulement 15 p. cent des sièges, les réformistes cherchent à former une coalition pour conserver le pouvoir. Seulement 53,3 p. cent des électeurs inscrits ont voté.

■ Un premier train relie la France à l'Angleterre en empruntant le tunnel sous la Manche.

■ L'Angleterre et l'Eire concluent un historique accord de principe, au sujet de l'Ulster.

■ Autre accord historique, celui qui signent le Vatican et Israël, et qui met fin à 2000 ans de mésentente entre chrétiens et juifs.

■ Les rencontres Israël-PLO, au Caire et à Oslo, ne permettent pas de faire avancer le processus de paix israélo-palestinien, de sorte que le retrait israélien de la bande de Gaza est retardé.

■ Le premier ministre Pierre Malval convoque une « conférence de conciliation nationale » à Port-au-Prince. Devant le refus du président Jean-Bertrand Aristide de la cautionner, il abandonne son projet et démissionne, accusant Aristide de ne pas faire tous les efforts voulus pour rentrer dans son pays.

■ L'ultra-nationaliste Vladimir Jironovski est chassé de Bulgarie pour des propos injurieux à l'encontre de son chef d'État.

Affaires nationales

■ Le gouvernement Bourassa fait adopter la nouvelle loi qui régit l'industrie de la construction au Québec et déreglemente la construction des édifices résidentiels de huit logements ou moins. Outre, les travailleurs de la construction lancent une série de protestations qui virent souvent à la violence. Et le gouvernement doit faire adopter une loi extraordinaire pour assurer le retour au travail.

■ Tel que promis, le gouvernement fédéral annule le bail à long terme de l'aéroport Pearson, consenti à un groupe d'hommes d'affaires par le gouvernement conservateur.

■ Les premiers ministres du pays

se réunissent pour lancer le programme de réfection des infrastructures, pour lequel le Québec recevra 527 millions en deux ans. ■ Le premier ministre Robert Bourassa fait ses adieux à l'Assemblée nationale après y avoir passé près de 15 ans de sa vie, deux temps et quatre mandats, entre 1970 et 1993. Seul candidat officiel sur les rangs, Daniel Johnson lui succède comme chef du Parti libéral du Québec. Lise Bacon choisit le même jour pour annoncer qu'elle quittera la politique incessamment. ■ Le Québec et l'Ontario mettent fin à leur guerre commerciale en signant un accord, mais le Québec doit abandonner sa politique préférentielle d'achats.

DÉCEMBRE



Montréalités

- Les policiers de la Communauté urbaine de Montréal déclenchent une grève du zèle. Le lendemain, le chef d'inspection Alain Saint-Germain reconnaît qu'il n'a plus aucun emprise sur ses hommes.
- Des pluies diluviennes causent de lourds dégâts à Montréal et à Verdun.
- Le Festival de jazz de Montréal a enregistré une participation record du public.
- La Carifète de Montréal prend fin dans le tumulte quand deux individus ouvrent le feu sur la foule.
- La grève des hommes à chevaux force l'hippodrome Blue Bonnets à suspendre ses activités.

Economie

- La Commission américaine du commerce international donne partiellement raison au Canada en levant la surtaxe imposée sur certains produits en acier. Par ailleurs, le Canada gagne une autre manche dans son différend avec les États-Unis relativement au bois d'oeuvre.
- Le Mouvement Desjardins annonce avoir conclu une entente de principe grâce à laquelle il absorbe le Groupe La Laurentienne, y compris la banque du même nom.
- La Banque Nationale conclut l'acquisition de Trustco Général.
- Une épidémie décime les troupeaux de veaux du Québec.

Divers

- Vingt personnes trouvent la mort dans une collision frontale impliquant un minibus, au lac Saint-Jean. La plupart des victimes venaient de Verchères.
- Deux policiers de la Sûreté du Québec font échouer un vol de 44 millions de dollars à Dorval.
- Après six semaines d'inondations qui ont submergé plus de 40 000 km² dans le bassin du Mississippi, on dénombre plus de 30 morts, 22 000 maisons détruites ou endommagées, 50 000 sans-abri, et des dégâts évalués à plus de 10 milliards de dollars.
- Des escadrons de la mort tuent 25 enfants en une nuit, à Rio de Janeiro. Trois policiers sont soupçonnés.



Les grands disparus

Le roi Baudouin, de Belgique, 62 ans. — Le sympathique anarchiste français Léo Ferré, 77 ans. — Bona Arsenault, 89 ans, ex-ministre libéral, historien, généalogiste et écrivain. — L'auteur de téléromans Guy Dufresne, 78 ans. — Le violoniste John Charruk, 74 ans, qui a joué avec l'OSM pendant 42 ans. — Don Drysdale, 56 ans, ex-lanceur des Royals de Montréal et des Dodgers de Los Angeles. — Jean Blais, 66 ans, considéré comme le « père de la radio » moderne à Radio-Canada. — Dan Culver, 41 ans, en descendant du K-2, quelque temps après avoir été le premier Canadien à réussir l'ascension de cette montagne. — Le célèbre journaliste américain Harrison E. Salisbury, 84 ans.

Montréalités

- Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dépose un rapport dans lequel il conclut que le projet de construction d'un incinérateur dans l'Est de Montréal serait inacceptable.
- Spar Aérospatiale accuse le maire de Laval de vouloir utiliser le Camp spatial à son profit, puis le déménagement à Montréal. La Ville de Laval obtient une injonction provisoire afin de stopper le déménagement. Enfin, la Ville et Spar Aérospatiale en viennent à une entente, de sorte que le Camp spatial demeurera à Laval.
- La région de Montréal conservera ses deux aéroports; ainsi en a décidé la Société des aéroports de Montréal.

Economie

- Le rapport d'impact d'Hydro-Québec prévoit que le projet Grande-Baleine aura des impacts modérés, sinon positifs, pour la faune, la flore et les autochtones. Ce rapport a coûté 256 millions de dollars. Le complexe lui-même doit coûter 13 milliards.
- Le Canada arrache des concessions de taille à ses partenaires de l'ALENA, notamment en matière de protection de l'environnement et de normes de travail.
- Le CRTC refuse à Bell Canada les augmentations demandées pour le service local. Elles atteignaient jusqu'à 38,5 p. cent, même si l'entreprise a terminé l'année financière 1992 avec des profits records.

Divers

- L'Office des professions du Québec accuse la Corporation des médecins du Québec d'être incapable d'assurer la protection du public. Le ministre Raymond Savoie impose une série de mesures correctives à l'organisme, certaines touchant directement son président, Augustin Roy.
- Le Devoir reparait après une interruption de deux jours causée par ses problèmes financiers.
- Valéry Fabrikant est condamné à la prison à vie après un interminable procès de cinq mois (le procès a débuté le 8 mars). Il en appelle de sa condamnation en alléguant que le juge Fraser Martin a commis 24 erreurs de droit.



Les grands disparus

Le réalisateur montréalais Francis Mankiewicz, 49 ans. — Le juge Jacques Durosoy, de la Cour supérieure, 59 ans. — Lord Kadoorie, 94 ans, de Hong Kong, surnommé le « Rockefeller d'Asie ». — François Tisseyre, 39 ans, président des Éditions du Nouveau pédagogique. — Marcel Laurin, 70 ans, qui fut maire de Saint-Laurent de 1959 à 1990. — L'acteur américain Stewart Granger, 80 ans. — Le Québécois François Houde, artiste du verre de renommée internationale. — Colin A. Gravenor, 83 ans, ex-éditeur de Sports Illustrated (hebdomadaire sportif américain), qui vivait à Montréal. En 1957, il versa 1,5 million aux soeurs de la Congrégation de Notre-Dame pour acquérir l'île de Soeurs.

Montréalités

- La Cour supérieure décrète que la surtaxe sur les immeubles non résidentiels est inconstitutionnelle. Québec décide d'en appeler.
- La Ville de Montréal sert un ultimatum à ses employés: ou ils acceptent les conditions de la Ville, ou elle sabre les salaires et fait des mises à pied afin de récupérer 40 millions de dollars. Pour protester contre la décision de la Ville de recourir à la loi 102, les cols bleus causent du saccage à l'hôtel de ville. Sept d'entre eux sont arrêtés plus tard par la police.
- Dans son Programme triennal d'immobilisation, la Ville de Montréal décide de réduire considérablement les sommes consacrées à la réfection des rues et des trottoirs.

Economie

- L'Ontario annonce d'importantes mesures de rétorsion contre l'industrie québécoise de la construction, en excluant des contrats du gouvernement tous les entrepreneurs et sous-traitants du Québec, ainsi que les matériaux fabriqués au Québec.
- Hydro-Québec investira 370 millions de dollars dans un programme d'économie d'énergie qui permettra de créer des milliers d'emplois.
- La société Bell Canada annonce qu'elle supprimera 5000 postes, mais ne prévoit pas de licenciements pour le moment.
- La société Bombardier s'associe au Groupe Mitsubishi pour la construction du Global Express.

Divers

- La Cour suprême du Canada dit non au suicide assisté, mais par une faible marge de 5 à 4. Sue Rodriguez devra donc endurer son mal jusqu'à la mort.
- La Cour suprême casse le verdict d'acquiescement prononcé en faveur d'Allan Gosset, en 1988, et ordonne qu'il subisse un nouveau procès.
- Jim Abbott, un lanceur des Yankees de New York qui est né sans main droite, réussit une partie sans point ni coup sûr contre les Indiens de Cleveland.
- Après avoir vécu pendant deux ans dans une sorte de gigantesque serre, dans le désert de l'Arizona, quatre hommes et quatre femmes émergent à l'air libre, mettant

ainsi fin à une expérience qui a coûté 150 millions de dollars.

- Contre toute attente, la ville de Sydney, en Australie, obtient les Jeux olympiques de l'an 2000.
- Les retraités de l'ex-Singer ont gain de cause devant le tribunal, qui ordonne à la compagnie de leur rembourser une somme de 15 millions de dollars. La compagnie TSCO of Canada (ex-Singer) en appelle du jugement.
- Un tremblement de terre fait plus de 30 000 victimes en Inde.
- Un gazoduc explose sous une autoroute de Caracas, au Venezuela, faisant 53 morts.
- Patrick Roy signe un contrat de quatre ans et de 16 millions de dollars avec le Canadien.

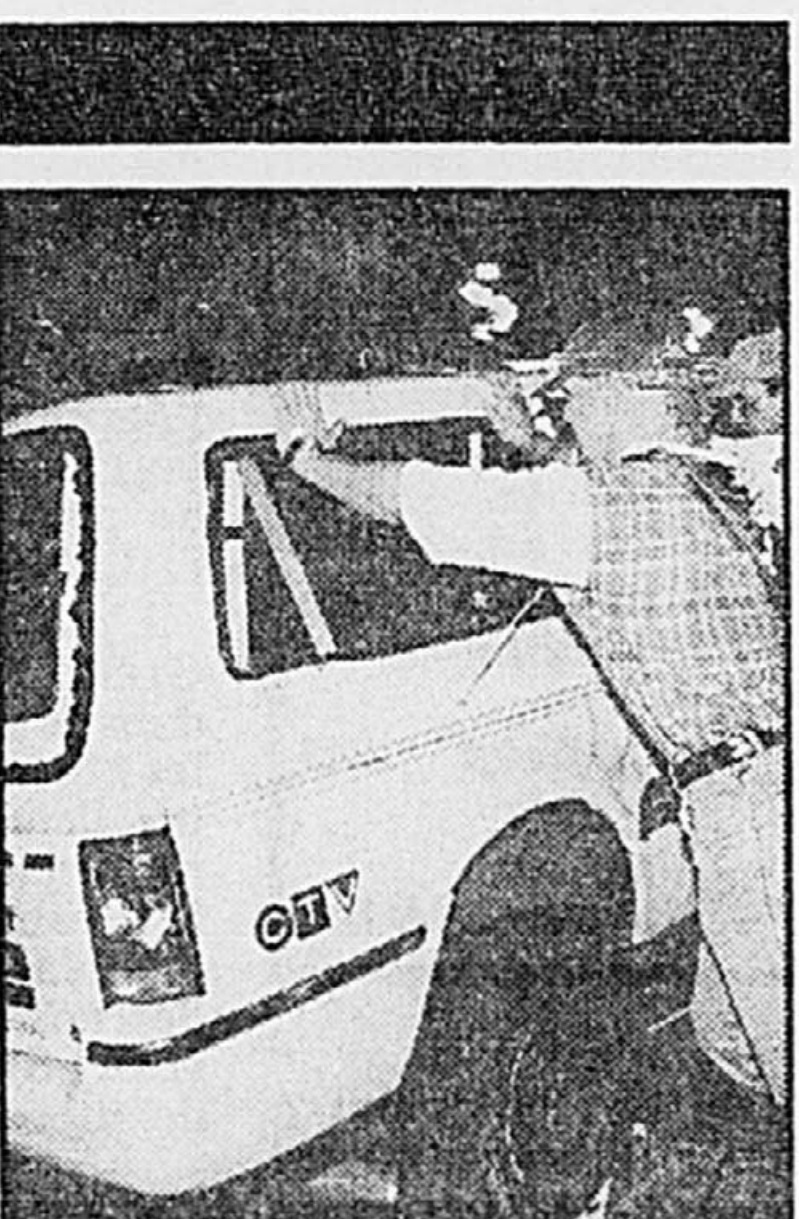
Les grands disparus

L'acteur américain Raymond Burr, 76 ans. — Roland D'Amour, 80 ans, le célèbre « Flagosse » de la Rue des Pignons. — Le comédien français Fernand Ledoux, 96 ans. — Bernard J. « Bill » Kruger, 80 ans, ex-président et chef de la direction de la papetière Kruger. — Le cinéaste français Claude Renoir, 80 ans. — Leo Schwartz, président du conseil des Industries Dorel, de Montréal. — Joseph Saad, 59 ans, jadis propriétaire du magasin Essa & Saad, de la rue Saint-Hubert. — Le compositeur québécois Michel-Georges Bregeant, 45 ans. — Granny Hamner, 66 ans, arrêt-court des Phillies de Philadelphie dans les années 1950. — Le lieutenant-général américain Jimmy Doolittle, 96 ans.

L'acteur américain Raymond Burr, 76 ans. — Roland D'Amour, 80 ans, le célèbre « Flagosse » de la Rue des Pignons. — Le comédien français Fernand Ledoux, 96 ans. — Bernard J. « Bill » Kruger, 80 ans, ex-président et chef de la direction de la papetière Kruger. — Le cinéaste français Claude Renoir, 80 ans. — Leo Schwartz, président du conseil des Industries Dorel, de Montréal. — Joseph Saad, 59 ans, jadis propriétaire du magasin Essa & Saad, de la rue Saint-Hubert. — Le compositeur québécois Michel-Georges Bregeant, 45 ans. — Granny Hamner, 66 ans, arrêt-court des Phillies de Philadelphie dans les années 1950. — Le lieutenant-général américain Jimmy Doolittle, 96 ans.

Montréalités

- La Presse révèle en premier le contenu du rapport Malouf sur les événements qui ont entouré la dernière conquête de la coupe Stanley, en juin 1993. Le rapport du juge Malouf accuse la police d'avoir mal fait son travail.
- Le « comité des sages » nommé par la Ville de Montréal en vient à la conclusion qu'il serait injustifiable de préserver intégralement les ruines de la porte Québec, dans l'élaboration des plans de Faubourg Québec. La Ville donne donc le feu vert aux travaux.
- Un individu essaie d'échanger dans une banque de Toronto un chèque d'un million de dollars préparé à partir d'un des quatre chèques en blanc volés au Casino de Montréal.



Economie

- L'administration américaine fait fi de la décision d'un groupe d'experts formé conformément à l'Accord de libre-échange canado-américain et rend un jugement défavorable à l'égard du bois d'oeuvre canadien.
- En France, afin de rétablir la paix sociale, le gouvernement fait volte-face et retire le plan de redressement d'Air France.
- Dans le but de protéger 500 emplois, quatre syndicats CSN et la direction de l'usine Expro signent un contrat social unique au Québec, par lequel les syndicats obtiennent 30 p. cent des actions et acceptent des diminutions de salaire de 15 p. cent.

Divers

- Nelson Mandela et Frederik de Klerk se partagent le prix Nobel de la paix, et Toni Morrison devient la première femme noire américaine à gagner le prix Nobel de littérature. Les autres lauréats sont le Britannique Richard J. Roberts et l'Américain Philip A. Sharp (médecine) pour leur découverte sur les gènes à structure discontinue; les Américains Robert W. Fogel et Douglass C. North (économie); le Canadien Michael Smith et l'Américain Kary Mullis (chimie); et les Américains Joseph H. Taylor et Russell A. Hulse (physique).
- Les Blue Jays remportent la Série mondiale pour une deuxième année consécutive, en battant les Phillies de Philadelphie.

Les grands disparus

Des feux de brousse détruisent 200 maisons et font fuir des milliers de personnes dans le sud de la Californie.

- La Fédération internationale de natation amateur recommande au CIO de remplacer la médaille d'argent de Sylvie Fréchette par une médaille d'or, et d'ainsi corriger une injustice commise aux Jeux olympiques de Barcelone. Sur un autre plan, le club CAMO congédie Julie Sauvé, l'entraîneur de Fréchette et des jumeaux Villagos.
- Un mineur en grève est accusé de meurtre au premier degré pour avoir causé l'explosion qui a fait neuf morts à la mine Giant de Yellowknife.

Les grands disparus

Le célèbre réalisateur italien Federico Fellini, 73 ans. — Le cardinal Paul Grégoire, 82 ans. — Doris Lussier, 75 ans, rendu célèbre par son personnage du « père Gédéon ». — Guy Malary, ministre de la Justice d'Haïti, assassiné en plein jour. — La comédienne Denise Proulx, 64 ans. — Le comédien Vincent Price, 82 ans, spécialiste des films d'horreur. — La légendaire chorégraphe américaine Agnes de Mille, 88 ans. — Le célèbre phytopathologiste René Pomerleau, 89 ans, un disciple du frère Marie-Victorin qui fonda le laboratoire de biologie forestière d'Agriculture-Canada, et auteur de nombreux ouvrages scientifiques, dont la Flore des champignons du Québec.

Montréalités

- Le budget de l'administration Doré-Cousineau ne cause aucune surprise puisqu'il était connu depuis la veille. Le Parti civique annonce une baisse des dépenses de 0,8%, une légère hausse d'impôts pour les résidences, et une légère baisse pour les commerces.
- La Ville de Montréal annonce son intention de réduire des deux tiers la surtaxe sur les immeubles non résidentiels.
- Montréal doit injecter 216 millions de dollars pour renflouer ses sociétés paramunicipales.
- Des fissures découvertes dans des soudures des wagons de métro forcent la STCUM à retirer plus de 300 voitures de la circulation.

Economie

- Jean Chrétien essuie un refus dans sa tentative de faire rouvrir l'ALENA, préalablement adopté de justesse par les deux chambres du Congrès américain.
- Jacques Drouin recevra une commission de 1,1 million de dollars pour la vente de La Laurentienne au Groupe Desjardins.
- Le gouvernement du Québec décide de se prévaloir d'une condition de l'Accord de libre-échange USA-Canada en imposant un prix plancher pour la casse de bière.
- Le Tribunal fédéral de la concurrence autorise PWA à quitter le réseau de réservations Gemini, que l'entreprise partageait avec Air Canada.

Divers

- On n'enregistre aucune grosse surprise lors des élections municipales, sauf peut-être les défaites de Raymond Savard à Verdun, et de Raymond Prud'homme à Saint-Jérôme. Parmi les maires réélus, on remarque Gilles Vailancourt à Laval, Jean-Paul L'Allier à Québec, Yvon Labrosse dans Montréal-Est, Andrée Boucher à Sainte-Foy, et Ulric Blackburn à Chicoutimi.
- Les deux garçons de 11 ans qui ont tué le petit James Bulger, deux ans, sont condamnés à la prison pour « une durée illimitée ». Ce sont les deux plus jeunes condamnés pour meurtre en Angleterre depuis 1748, l'année où un garçonnet de dix ans avait été

condamné pour avoir étranglé une fillette de cinq ans.

- Selon une étude exhaustive de Statistique Canada, une Canadienne sur deux a été victime d'un acte de violence.
- Des oeuvres de Picasso et de Braque d'une valeur de 67 millions de dollars sont volées au Musée d'art moderne de Stockholm.
- Les Eskimos d'Edmonton gagnent la coupe Grey en battant les Blue Bombers de Winnipeg.
- La mafia italienne (et plus particulièrement Salvatore « Toto » Riina) est clairement identifiée comme étant la seule responsable de l'assassinat du juge Giovanni Falcone.

Les grands disparus

Gérard D. Levesque, 67 ans, ministre des Finances du Québec. — L'écrivain britannique Anthony Burgess, 76 ans, auteur de *Clockwork Orange*. — H.R. Bob Haldeman, 67 ans, une des figures dominantes du Watergate. — Le célèbre guitariste de blues Albert Collins, 61 ans. — Le juge montréalais Marcel Gaboury, 93 ans, et John Ralph Hannan, 62 ans. — Le cinéaste français Hervé Bromberger, 75 ans, qui a signé *Les fruits sauvages*. — Le clown français Achille Zavatta, 78 ans. — Raymond Renaud, 72 ans, ex-maire de Saint-Léonard. — Le conducteur automobile québécois Stéphane Proulx, 27 ans. — André Bardet, 77 ans, qui avait fondé le restaurant *Chez Bardet*.



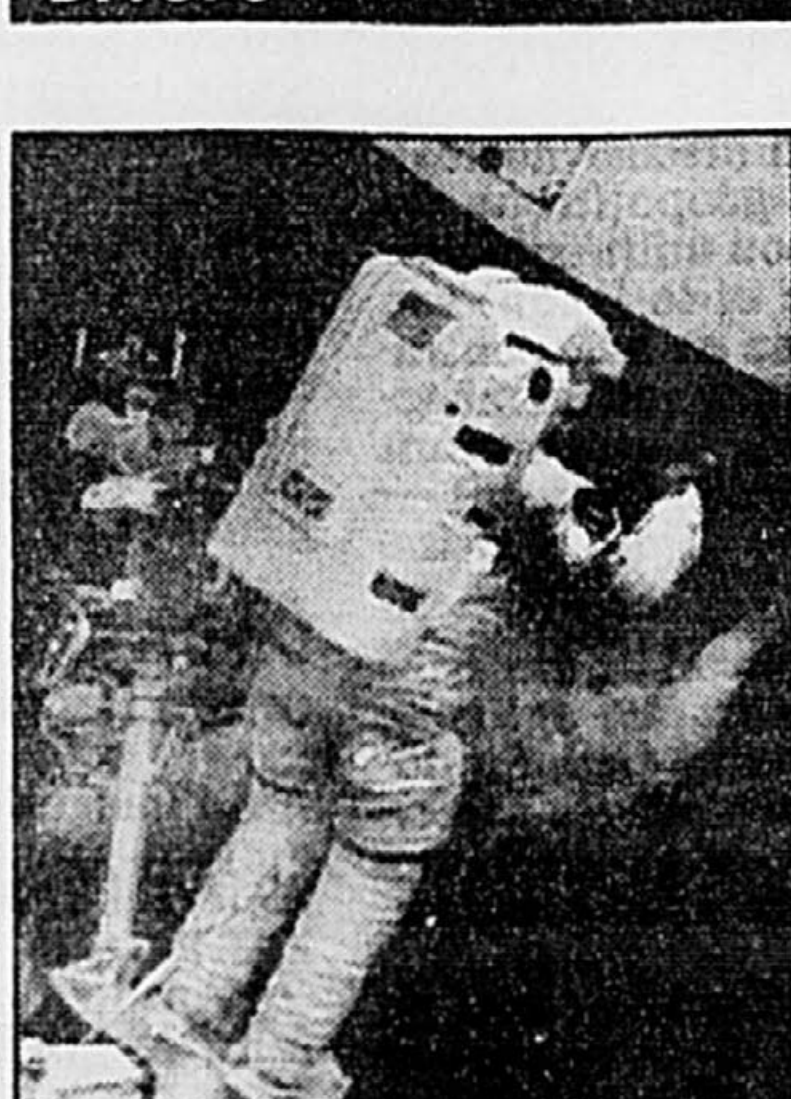
Montréalités

- Le Groupe de travail sur Montréal et sa région recommande la création d'une « Région métropolitaine de Montréal », laquelle comprendrait 102 municipalités.
- Montréal a identifié des travaux d'une valeur de 327 millions de dollars que la Ville pourrait réaliser dans le cadre du programme tripartite de reconstruction des infrastructures urbaines.
- Le gouvernement du Québec recommande le départ du pdg de Blue Bonnets, André Marier, avec une indemnité de 1,8 million de dollars. La Ville de Montréal accepte d'annuler le contrat qui la liait à Marier. La piste sera désormais gérée par un « Jockey Club » à but non lucratif.

Economie

- Les négociations du GATT se terminent par une entente globale qui exclut l'audiovisuel. Le Canada devra faire son deuil des quotas de production, qui seront remplacés par une taxe à l'importation.
- Le gouvernement fédéral fait démissionner John Crow, le gouverneur de la Banque du Canada, et le remplace par son adjoint, Gordon Thiessen, sans conséquences pour le dollar canadien.
- Air Canada et PWA rompent leurs négociations concernant Gemini, mais AMR prolonge son offre d'acquisition jusqu'au 30 juin 94. Puis Air Canada offre en vain un milliard à PWA pour les routes internationales de Canadien International.

Divers



- La réparation du télescope spatial Hubble par les astronautes d'Endeavour s'avère un succès en sept étapes d'une rare précision.
- Richard Barnabé est sauvagement battu par un dizaine de policiers de la CUM qui l'avaient poursuivi jusqu'à Laval.
- Pablo Escobar, le chef du cartel de Medellín, considéré comme le plus puissant des barons de la drogue, est abattu par les forces de sécurité colombiennes au terme d'une chasse à l'homme de 17 mois.
- Le CIO décide d'attribuer une médaille d'or à la nageuse Sylvie Fréchette, corrigeant ainsi l'injustice dont elle avait été victime en 1992, à Barcelone.

Les grands disparus



L'ex-ministre péquiste Yves Bérubé, 53 ans, vice-président chez SNC-Lavalin. — Félix Houphouët-Boigny, 88 ans, président de la Côte d'Ivoire depuis son accession à l'indépendance en 1960. — Mgr Gérard-Marie Coderre, 89 ans, évêque émérite du diocèse de Saint-Jean-Longueuil. — Le musicien et compositeur Frank Zappa, 52 ans. — Le romancier à succès français Guy des Cars, 83 ans. — Louis Hall, 77 ans, considéré comme le « chef idéologique » des Warriors mohawks. — Norman Vincent Peale, 95 ans, auteur du best-seller *Le pouvoir de la pensée positive*. — Paul Thériault, 79 ans, ancien compagnon de route des Grimaldi, Latulippe, Berval et Blanchard.

L'Accord de libre-échange nord-américain avec le Canada et le Mexique ainsi que le Forum économique Asie-Pacifique constituent les grandes réussites de la première année du mandat du président Bill Clinton.

PHOTO Reuters



Dans l'ex-Yougoslavie, on a vu l'ONU refuser des armes aux victimes tout en se gardant d'attaquer les agresseurs. Les barbaries balkaniques ont ainsi pu se poursuivre.

PHOTO AP

L'Occident a fait montre de complaisance tout au long de 1993 envers les outrances de Boris Eltsine, depuis sa constitution à huis clos jusqu'à son bombardement télévisé de l'édifice du parlement à Moscou.

PHOTO AFP



Malgré le blocus des Nations unies et l'accord de Governors Island prévoyant le retour du président Jean-Baptiste Aristide, les militaires du général Cédas sont toujours au pouvoir en Haïti.

PHOTO Reuters

L'année du grand réaménagement

Les riches ont profité de 93 pour réviser les règles du jeu économique à leur profit



JOONEED KHAN

Kaleidoscope éclaté de géants maladroits et de nains maudits, de la paix sans joie des riches et de guerres sans fin chez les pauvres, d'égoïsmes d'État s'affrontant par-ci, de fuites aux accents tribalistes par-là, et surtout d'un ordre international en panne, l'année 1993 aura vu le monde issu de la Guerre froide continuer à dériver à la recherche d'un nouveau «Système».

«Système» politique, cela s'entend, l'Organisation des Nations unies, fondée par les vainqueurs de 1945, ne reflétant plus le poids réel des uns et des autres de ce monde post-Guerre froide, encore moins la «démocratie» que les riches exigent désormais des pauvres, même si c'est souvent sans conviction réelle.

Car sur le plan économique, l'année qui s'achève a vu l'impitoyable ruée des riches et des puissants, tant à l'intérieur des États (la restructuration) qu'entre les États mêmes (la libéralisation régionale des échanges ou le GATT), pour réviser les règles du jeu et redécouper le marché mondial, à leur avantage bien sûr, et aux dépens de l'État justement.

Le Nord-Sud marginalisé

Bref, le gouffre Nord-Sud, c'est à dire l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres, que l'on disait l'otage de la Guerre froide, n'a guère bénéficié de la fin du conflit Est-Ouest. Pire, l'ex-Bloc de l'Est lui-même, la Russie en tête, attend encore les dividendes du refus du communisme et les promesses d'intégration à la prospérité et à la sécurité européennes (CEE et OTAN).

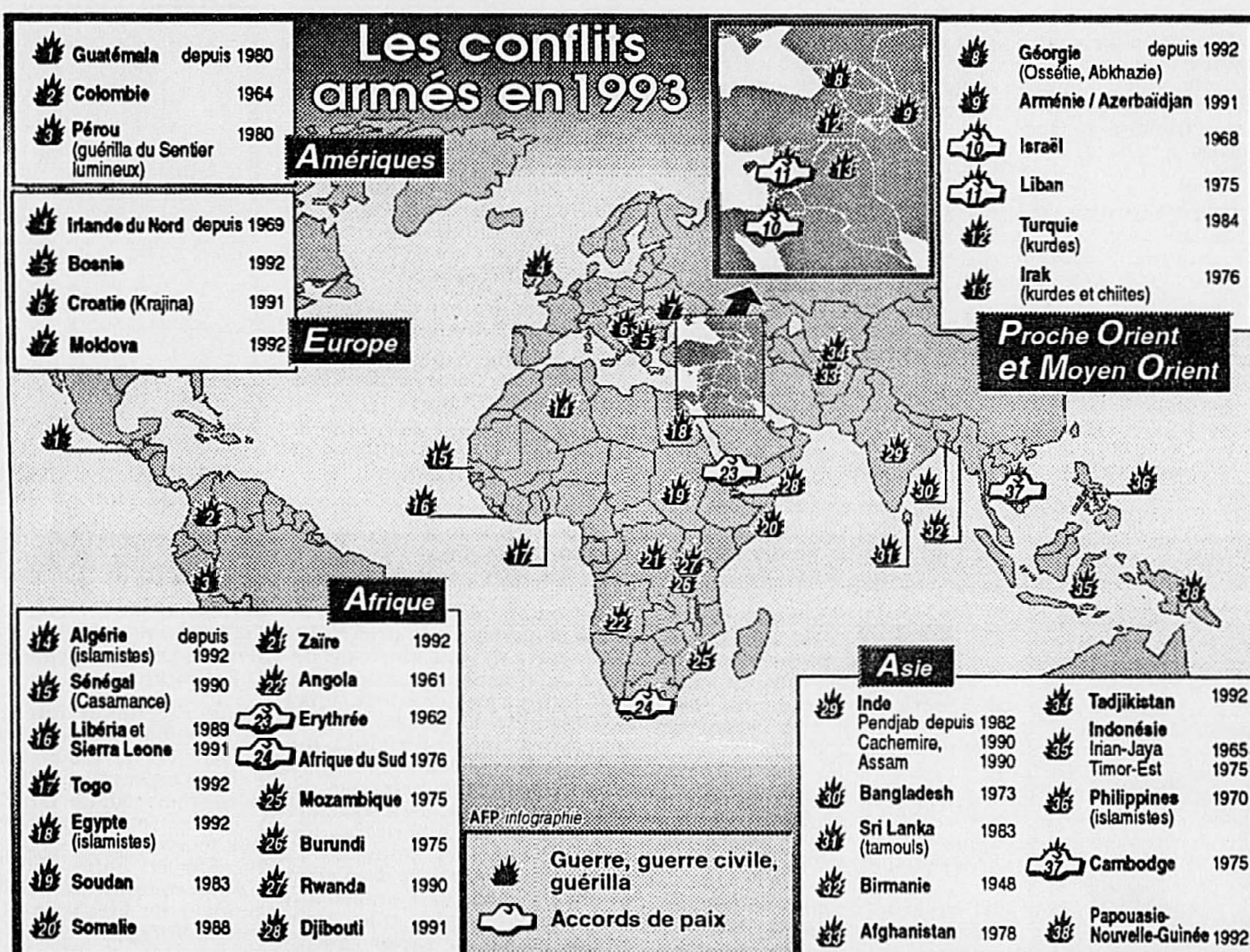
En vérité, l'ex-URSS a éclaté en trois pans: de la Baltique au Caucase, son flanc «européen»; du Caucase vers la Chine, son ventre mou «Asie centrale musulmane»; et la Russie elle-même. La constatation renvoie d'emblée à cette ethnicité exacerbée qui fut l'une des armes les plus efficaces de l'Occident durant la Guerre froide, et qui, Frankenstein à mille têtes, laisse son empreinte de feu et de sang sur l'année qui s'achève de par le monde.

La globalisation économique et financière dont il fut tellement question cette année s'accompagnait ainsi, paradoxalement, d'une rivalité accentuée entre trois régions dominantes (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, Asie de l'Est). Les liens conflictuels Amérique-Europe à propos des horreurs de l'ex-Yougoslavie et du GATT (agropuissance et guerre de la Culture) sont venus confirmer que l'agenda tranquille de la construction européenne décida de la fin chaotique de la Guerre froide en poussant les États-Unis et l'ex-URSS à se dépêtrer de leur ruineuse course aux armements.

L'Amérique reprend le dessus

Le chaos persiste, dans l'ex-URSS surtout, et l'Europe des Douze en est elle-même perturbée, mais les États-Unis auront réussi en 1993 à prendre le dessus grâce à l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain avec le Canada et le Mexique), et à l'APEC (Forum économique Asie-Pacifique avec le Japon, la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'ASEAN), qui fait du Pacifique le nouveau centre du monde, mû par le dynamisme de ses pays riverains.

Cet triomphe américain, qui a provoqué dans sa foulée une percée agricole au GATT même si Hollywood a dû céder devant «l'exception culturelle» brandie par l'Europe, est sans conteste la grande réussite du jeune et fragile



président démocrate Bill Clinton dans cette première année de son règne. Elu «sans mandat», avec 43 p. cent des suffrages dans une lutte à trois, et surtout grâce aux Noirs, Clinton, qui prône la reconstruction de l'État, continue d'être contesté par l'établissement, dominé par les républicains de droite («l'État c'est nous!»), qui le traite encore comme un «accident» qui sera vite rectifié en 1996.

Privilegé d'être enfin la seule superpuissance de l'après-Guerre froide? Toujours est-il que cette «lutte des deux lignes», depuis les grands thèmes internes comme l'éclatement de la famille, le déclin des villes, la violence à la télévision, le contrôle des armes à feu et l'assurance-maladie jusqu'aux crises témoins du leadership US dans le monde comme la création d'ordres nouveaux au Sud (Somalie), le refus de la prolifération nucléaire (Corée du Nord), ou le soutien à la démocratie (Haïti), s'est imposé tout au long de 1993 comme la grande faille d'une Amérique malade par ailleurs d'un individualisme exacerbé lui aussi comme arme de choix dans la guerre de 45 ans contre le communisme.

L'Europe en panne

Le nouveau bras de fer transatlantique nous rappelle que l'histoire du XXe siècle reste celle du naufrage de l'Europe, qui s'est fait deux fois harakiri en 25 ans (1914 et 1939), et de l'ascension de l'Amérique sur le plan de l'hégémonie mondiale. Ayant investi énergies et ressources pour renaitre de ses cendres et laver l'humiliation de Yalta, l'Europe se retrouve 45 ans après avec un nouveau spectre germanique, la montée des fascismes, les morosités internes, les déceptions mitteleuropéennes, les barbaries balkaniques et caucasiennes, et l'éternelle énigme russe, avec un mal slave s'aggravant d'Eltsine en Jirinovski.

Traçant le bilan économique et social de 1993, *Le Monde* parle de «l'Europe en berne». Sur le plan politique, «l'Europe en panne», dirait-on: la fin de la Guerre froide la prive d'un cadre strict et du leadership même du couple franco-allemand, véritable moteur de sa reconstruction. Au moment où la

Grece, assumant la présidence de la Commission européenne, accuse l'Allemagne d'avoir planifié «le dépeçage de la Yougoslavie», un ministre allemand évoque «le potentiel de conflits en Europe». L'Italie exorcise ses démons de la Guerre froide, et la France, coincée entre la Grande Allemagne et le mépris anglais, bat le rappel de la Francophonie, du Zaire jusqu'au Vietnam.

Le Chunnel (tunnel sous la Manche) est à la veille d'ouvrir, mais les insulaires Britanniques continuent de refuser tout lien avec le continent, et lorgnent plutôt l'univers anglo-saxon (USA, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) et ses comptoirs clés comme Hong-Kong, Singapour, les émirats du Golfe et l'Afrique du Sud. C'est bien pourquoi John Major se bat avec un tel acharnement pour Hong-Kong: pour profiter du dynamisme de l'Asie-Pacifique, il faut d'abord conserver l'entrepôt colonial.

La Russie sur la touche

Quant à la Russie, grande héritière de l'ex-URSS, elle a beau chercher à se stabiliser et à retrouver son influence dans les affaires mondiales, elle est restée sur la touche en 1993, en proie aux bouleversements que les législatives du 12 décembre ont à peine calmés. Superpuissance par son arsenal nucléaire, son occupation géopolitique du heartland eurasiatique, son utilité stratégique contre la Chine et le Japon, son rôle comme gendarme en Asie centrale et dans le Caucase, et son homogénéité ethnique russe, font pourtant qu'elle intéresse toujours l'Occident — à preuve, le sommet Clinton-Eltsine prévu à la mi-janvier à Moscou.

Mais la Russie est aussi un désastre écologique, une catastrophe agricole, un fouillis politique et un nain économique. Aux yeux de stratèges américains, les Russes sont «plus Huns qu'Européens» et donc «peu aptes à la démocratie». D'où la complaisance dont a fait montre l'Occident tout au long de 1993 envers les outrances de Boris Eltsine, depuis sa Constitution à huis clos jusqu'à son bombardement

télévisé de l'édifice du Parlement à Moscou. Quant au désastre social qu'est la Russie, c'est aux portes de l'Europe qu'il existe; l'Amérique, elle, est splendidement loin.

L'Asie de l'Est, pôle de croissance

Paradoxe suprême de 1993: la croissance et la prospérité ont déserté l'OCDE euro-américain libre et démocratique pour aller se loger dans une Asie de l'Est où cohabitent un Japon à démocratie «douteuse», une Chine au communisme «brutal», un Taiwan encore «dictatorial», un Hong-Kong que ses maîtres britanniques ont refusé de «démocratiser» pendant des siècles, une Corée du Sud à peine dégelée, et des États de l'ASEAN aux cultures diverses (Indonésie, Malaisie et Brunei musulmans, Thaïlande bouddhiste, Philippines catholiques), mais aux libertés partout restreintes, violées. Voilà où se sont rués les capitaux du monde libre cette année, à la recherche de rendements de 10 à 12 p. cent!

À ce sujet, l'un des revirements les plus surprenants de 1993 aura été la tribune accordée par les États-Unis à la Chine au sommet de l'APEC à Seattle: après avoir été pressé toute l'année sur le Cambodge, le Tibet, Hong-Kong, Taiwan, le Pakistan, voire la Corée du Nord, le nouvel homme fort de Pékin, Jiang Zemin, a eu droit à un tête à tête avec Bill Clinton, assez pour faire oublier Tiananmen, avant de s'envoler pour la première visite officielle d'un no 1 chinois à Cuba, qui souffre désormais d'un double embargo — celui que les États-Unis lui infligent depuis 30 ans, et la perte de ses liens privilégiés avec l'ex-Comecon!

Un GATT concocté entre les riches

À l'image de Cuba, la masse des pays du tiers monde, de l'Asie du Sud aux Amériques latines, en passant par l'Afrique, le gros du monde arabe, et les Antilles, ont continué en 1993 de faire les frais du grand réaménagement mondial. L'intégrisme exacerbé, musulman en Algérie et en Égypte,

hindou en Inde, le militarisme au Nigéria et au Venezuela, l'isolement de l'Irak et l'engagement syrien dans le processus de paix, la «cooptation» de l'Indonésie dans l'APEC et du Mexique dans l'ALENA, ont fait que le fameux «Groupe des 77» (120 pays du tiers monde) qui, depuis 25 ans, revendiquait à l'ONU «un Nouvel Ordre économique international» fondé sur un «rééquilibrage plus juste et équitable des échanges Nord-Sud» avait complètement disparu quand s'est présentée l'étape cruciale, post-Guerre froide, du cycle de l'Uruguay du GATT.

Nonobstant l'ALENA, l'APEC, voire le CCG (Conseil de coopération du Golfe, regroupant les royaumes pétro-arabes carrément intégrés aux économies occidentales), le gouffre Nord-Sud continue de se creuser inexorablement. Découvrant le reagan-thatcherisme, l'Inde urbaine souhaite «une dictature», mais 500 millions d'Indiens crouissent sous le seuil de pauvreté. Le Bangladesh, le Pakistan ont élu des femmes pour les tirer de la misère. Les enfants de l'Afrique continuent de mourir à cause de la «détérioration des termes de l'échange» et du «service de la dette», car l'Afrique reste exportatrice de capitaux! L'Amérique latine et les Antilles ne peuvent qu'envier le Mexique de l'ALENA.

L'année 1993 a donc été celle du Grand réaménagement économique dans le monde, concocté entre riches, les Mickey Cantor, Leon Brittain et autres Peter Sutherland, et où les pauvres ne furent associés que formellement. Un réaménagement qui cache à peine d'ailleurs les calculs et les ambitions des uns et des autres en vue du nouveau «Système politique» que le monde attend.

En attendant le Nouveau système mondial

Or, ce Nouveau Système mondial peut se faire attendre jusqu'au 50e anniversaire de l'ONU, en 1995. Une réforme en profondeur du système international est alors prévue. De nombreuses capitales, dont Ottawa, y travaillent déjà. On parle de droit de veto pour l'Allemagne et le Japon. Des pays du Sud contestent la notion même du veto. Avec le club nucléaire, le club du veto, le GATT, le FMI, la Banque mondiale, les circuits financiers, l'hégémonie technologique et les mass media globaux aux mains des pays du Nord, le Sud souhaite plutôt un système qui permette de freiner ces monopoles et de rééquilibrer les rapports inégaux.

En attendant, c'est la dérive de l'ONU. L'année 1993 a ainsi vu, au Cambodge, des vainqueurs d'élections démocratiques obligés de céder aux vaincus; en Angola, des perdants d'élections mettre le pays à feu et à sang; en Somalie, l'ONU et l'humanitaire servir de feuilles de vigne à un nouvel interventionnisme et au massacre de femmes et d'enfants; dans l'ex-Yougoslavie, l'ONU refuser des armes aux victimes tout en se gardant d'attaquer les agresseurs; au Salvador, l'ONU arracher l'amnistie pour les assassins; en Haïti, l'ONU (et l'OEA) manquer carrément à leurs engagements et trahir un peuple exsangue; ailleurs, au Timor oriental, au Zaire, l'ONU se contenter d'une symbolique observation; enfin, en Afrique du Sud et au Proche-Orient, l'ONU briller par son absence!

Comme le déplorait le directeur de l'Unicef en présentant son accablant rapport sur le sort des enfants dans le monde en 1993: «Le fossé se creuse entre la capacité (des États) de régler les problèmes et la volonté politique de le faire». Et les conflits armés mêmes sont plus que jamais tolérés, gérés, entretenus «à basse intensité», ou ignorés, car, la Guerre froide finie, il en est peu qui menacent «la paix et la sécurité mondiales», selon la bonne vieille formule consacrée.

Balladur président?

Si l'incroyable popularité du premier ministre français se maintient, il deviendra imbattable



LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale
PARIS

Édouard Balladur président? Pour la classe politique française, l'année 1993 se termine sur cette hypothèse lancinante, et que tout le monde aurait jugée complètement folle avant les élections de mars dernier, qui ont vu l'effondrement des socialistes (20 p.c. des voix) et le raz-de-marée (40 p.c.) de la droite, dominée par le maire de Paris, Jacques Chirac, également candidat déclaré à la présidence.

Aujourd'hui, le premier ministre que Jacques Chirac avait «délégué» à Matignon pour préparer sa propre candidature à la présidentielle, a fait plus que lui voler la vedette: il l'écrase dans les sondages de popularité, et — pour l'instant — fait figure de triomphateur dans les simulations de vote.

Le plus étonnant, c'est que normalement un premier ministre français est par définition un homme impopulaire. Ou plus exactement: il bénéficie pendant une période variant de trois à six mois de l'effet de nouveauté — ce qu'on appelle «l'état de grâce» — avant de plonger. Entretenant la fiction selon laquelle il est «au-dessus de la mêlée» et de la gestion quotidienne du pays, le président est de fait protégé par son premier ministre, qui assume toutes les décisions impopulaires... et les erreurs du gouvernement.

Raymond Barre (74-81) avait fini sur une cote d'impopularité spectaculaire (27 p.c. de satisfaits), mais le socialiste Pierre Mauroy avait fait encore pire en trois ans (25 p.c.). Michel Rocard (88-91) avait le moins mal réussi, avec une cote nettement supérieure à 30 p.c., mais son image avait tout de même souffert.

Même cas de figure pour Jacques Chirac, qui avait décidé d'aller à Matignon diriger le gouvernement de «cohabitation» après la victoire de la droite en mars 86. Secoué d'une crise à l'autre (étudiants, routiers, infirmières, cheminots), habilement harcelé par le président Mitterrand, Chirac était arrivé en lambeaux à l'échéance présidentielle de mai 88, et s'était fait écraser par un François Mitterrand... qui avait retrouvé une virginité politique. Bref le poste de premier ministre est à court terme le plus mauvais tremplin pour une élection présidentielle proche.

Les calculs de Chirac

C'est très exactement la raison pour laquelle en mars 93, le même Jacques Chirac avait décidé de ne pas aller à Matignon, même si la victoire écrasante de la droite et de son parti (le RPR) et la loi non écrite de la 5^e République lui en donnaient la possibilité. Il valait mieux que quelqu'un d'autre — quelque de «sûr» — se dévoue et aille faire la «sale besogne», inévitable par temps de crise: hausse des impôts et des cotisations sociales, coupes dans les crédits, etc. Pendant ce temps, Chirac peaufinerait son image présidentielle, loin des querelles politiciennes.

Qui envoyer à Matignon à sa place? C'est quand même un poste de pouvoir. Et si par miracle son titulaire ne réussit pas trop mal, il devient un rival pour la présidence. Donc pas question de fournir cette chance à des «revenants» ambitieux comme Giscard d'Estaing ou Raymond Barre, ou à des «jeunes» comme Philippe Séguin ou François Léotard. Impossible également de mettre une personnalité trop faible, qui risquerait de ruiner les chances de la droite.



Comme Reagan, Balladur bénéficie de «l'effet teflon».
Aucune gaffe, aucun faux pas, aucune crise ne «colle» à lui:
tout lui glisse sur le dos. Il a réussi à convaincre les Français
que personne ne ferait mieux que lui.

Édouard Balladur était l'homme de la situation. Compétent et respecté, mais pas populaire pour deux sous. Ayant de l'autorité et le sens de l'État, mais aucun goût connu pour les bagarres politiques ou la lutte du pouvoir. Balladur était à la fois un intendant irréprochable et l'ami loyal de Chirac.

Un mois et demi après sa nomination, et malgré une cote de popularité déjà stupéfiante, le scénario restait le même, aux yeux d'Alain Duhamel, le chroniqueur politique numéro un en France. «Balladur réussit étonnamment bien à son poste, nous disait-il, grâce à ce qu'il a tasser un peu à l'épreuve du pouvoir. Donc je ne crois pas que Chirac ait du souci à se faire. Je ne suis pas sûr que Balladur ait envie d'être candidat à la présidence. Et puis finalement, il restera loyal à Chirac.»

Loyal, il le reste, si on veut dire par là qu'il n'a jamais évoqué l'hypothèse de sa propre candidature. Mais on ne l'a plus jamais entendu dire comme il le répétait avant mars 93: «Il est souhaitable que le premier ministre de cohabitation ne soit pas un présidentiable.» Édouard Balladur ne parle jamais de la présidence, mais déclare volontiers que son action se situe dans une perspective de cinq ans. Il ne débâche pas ouvertement les plus chiraquiens de ses ministres — les jeunes Alain Juppé et Nicolas Sarkozy —, mais on

ne sait pas vraiment s'ils sont toujours aussi inconditionnels de Chirac.

En tout cas, aucun d'entre eux ne se permet la moindre manœuvre qui ressemblerait à une prise de distance vis-à-vis du premier ministre. L'ancien plus proche conseiller de Chirac, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et véritable numéro deux du gouvernement, évoque maintenant ouvertement la candidature de Balladur. Quant aux innombrables députés de droite (environ 480, dont une majorité de chiraquiens), ils se gardent bien de la moindre fronde anti-Balladur, ou même de zèle pro-chiraquien. «Si Balladur est encore à ce niveau de popularité en mai prochain, estime un diplomate canadien, Chirac ne pourra plus jamais le rattraper.» En clair: les barons et chefs de clan du RPR commencent à se rallier au premier ministre, les simples soldats suivront. Et des ennemis mortels de Chirac — par exemple Giscard d'Estaing ou même... Mitterrand — pourraient être ravis de faciliter son éviction au profit de son «fidèle Édouard».

Un long chemin

Bien sûr, il reste un long chemin d'ici au scrutin de mai 1995 et les occasions de crises ne manquent pas — sur le plan social notamment, où l'on a vu pour le seul mois d'octobre apparaître

40 000 chômeurs de plus. Pour un total de 3,3 millions — 12 p.c. de la population active. Le problème — qui est devenu une vraie hantise pour Chirac —, c'est que, pour l'instant et quoi qu'il arrive, cette satanée cote de popularité de Balladur refuse absolument de descendre alors qu'elle aurait dû commencer à fléchir avec la rentrée de l'automne.

En plein été, le Système monétaire européen a explosé, et le franc a été dévalué de fait vis-à-vis du mark; avec la rentrée, les mauvais chiffres du chômage ont continué à tomber, et les entreprises publiques ont annoncé des congédiements par milliers; le conflit à Air France a gravement perturbé le trafic aérien pendant deux semaines, et a forcé le gouvernement à capituler en rase campagne, en laissant tomber son plan de redressement de la compagnie (et du même coup son patron, Bernard Attali).

L'année 93 s'est enfin terminée sur le psychodrame national du GATT, où le premier ministre avait hérité d'un dossier empoisonné dont il ne pouvait pas se tirer totalement indemne: après avoir très mal préparé la négociation sur le volet agricole, à la fois les socialistes et la droite avaient exacerbé les passions en faisant croire que la France pourrait, à elle seule, obtenir une renégociation de fond de l'accord de

Blair House, et qu'elle était prête au besoin à utiliser son droit de veto au risque de provoquer une crise internationale. Enfermé derrière des positions aussi maximalistes, Édouard Balladur était fatalement condamné à signer un «mauvais» accord, et à se faire accuser — notamment par son «ami» Jacques Chirac — de trahir les agriculteurs français.

Or il se passe un double phénomène.

Le premier, c'est que Balladur fait preuve d'une habileté politique époustouflante. Malgré toutes les ambitions et les arrière-pensées qui agitent la droite à 17 mois d'une présidentielle qui paraît gagnée d'avance, le premier ministre tient son gouvernement d'une poigne de fer: personne ne dit un mot plus haut que l'autre. Seuls Charles Pasqua et, dans une moindre mesure, la centriste Simone Veil se permettent d'exister de manière autonome — et comme par hasard cela sert l'image de rassembleur de Balladur.

Sur le dossier du GATT, il a réussi sans y paraître à freiner une machine infernale qui le menait au précipice. Dans un premier temps, il a pris l'équipage en marche, affirmant à propos de Blair House que «la France ne signera jamais un accord inacceptable» (le droit de veto avait disparu à jamais). Et enfin: la France devait signer le GATT, mais «pas à n'importe quel prix».

Ce qui fait que la pression a imperceptiblement mais sûrement baissé. Dans la dernière semaine, les États-Unis lâchaient quelques concessions marginales sur l'accord de Blair House, et le gouvernement français, après avoir souligné l'importance de cette «victoire», refilait les suites du dossier à la CEE, chargée de trouver les compensations nécessaires aux sacrifices consentis à Blair House. Ce qui lui permettait d'affirmer qu'il n'y avait «pas une mise en jachère de plus» sur les terres agricoles françaises (ce qui est certainement faux). Du beau travail!

L'effet «teflon»

Le deuxième phénomène, qu'on avait constaté chez Reagan et qu'on ne réussit jamais à expliquer tout à fait, c'est «l'effet teflon». Aucune gaffe, aucun faux pas, aucune crise ne «colle» à Reagan: tout lui glissait sur le dos sans attacher. Ainsi en va-t-il de Balladur qui, comme le dit Giscard d'Estaing «a réussi à convaincre les Français que personne ne ferait mieux que lui».

Quand il augmente les impôts, on le félicite de sa franchise et de son courage. Quand il capitule devant les grévistes d'Air France, au risque de déstabiliser tous les patrons des entreprises publiques, on vante sa «sagesse». Balladur fait merveille dans ses (nombreuses) interventions en direct à la télévision. Bien sûr, il a plutôt l'air d'un grand bourgeois ou d'un aristocrate: mais justement, disent les gens, «il n'essaie pas de se faire passer pour différent de ce qu'il est». Seul minuscule faux pas dans ce magnifique travail d'image: une visite «impromptue» dans les métros parisiens, où le citoyen Balladur a joué au voyageur anonyme (!!!). Une démonstration plutôt démagogique et qui a tourné à la mascarade — mais déjà oubliée.

En attendant, le «non-candidat» est en train — sauf accident improbable — de remporter une formidable victoire politique en forçant ses adversaires potentiels de droite à se compromettre sur l'accord du GATT, qui avait toutes les apparences d'un piège mortel. Ayant survécu brillamment à cette épreuve, qu'est-ce qui pourrait désormais faire trébucher celui que Charles Pasqua considérait à un sept ans comme un «dépouillé de sens politique»? Il est vrai que ce vieux renard de Pasqua a aujourd'hui quelque peu changé d'avis sur la question.

Rocard dans une mauvaise passe

Le chef du Parti socialiste français n'a pratiquement plus de chances d'accéder à la présidence en 1995

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale
PARIS

Pour beaucoup d'observateurs, les deux drames sont parallèles. Il y a celui de Jacques Chirac, qui après avoir consacré tant d'années et tant d'efforts à ses ambitions présidentielles, voyait enfin l'Élysée à portée de main: il avait définitivement distancé Giscard, la gauche était effondrée, et l'investiture du RPR lui était acquise. Le voilà aujourd'hui menacé par la seule personne dont il pensait ne jamais devoir se méfier.

Michel Rocard — qui était d'ailleurs camarade de promotion de Chirac à l'ENA — a au moins passé autant de temps à préparer son avenir présidentiel. En mai 81, au plus haut dans les sondages de popularité, il aurait probablement eu de très grandes chances de l'emporter contre Giscard... si le patron du PS de l'époque, le «vieux» Mitterrand, ne s'était mis en travers de sa route. Il s'en était fallu de presque rien — c'est-à-dire l'investiture officielle du PS.

Aujourd'hui, et depuis six mois, Michel Rocard tient enfin ce fameux appareil socialiste, outil indispensable à

toute prise du pouvoir — au moment où justement l'appareil du PS ne vaut pratiquement plus rien. Certes, avec l'appui des amis de Lionel Jospin, Rocard a une confortable majorité dans les instances dirigeantes. Mais le parti est divisé comme jamais: non seulement le courant Fabius reste embusqué et n'attend — patiemment — que la chute de l'usurpateur, mais encore les «jeunes» (Segolène Royal et autres) font bande à part, et les vedettes les plus en vue restent à l'écart. La vérité, c'est que Rocard tient d'autant mieux le PS que personne ne le lui conteste, en tout cas d'ici aux lendemains de l'élection présidentielle, que tout le monde prévoit catastrophique pour le candidat socialiste. Au train où vont les choses, il est envisageable que ce dernier ne réussisse même pas à se classer deuxième lors du premier tour de l'élection, et soit donc éliminé du duel décisif. Quant aux simulations de vote concernant un affrontement droite-gauche au second tour, elles sont évidemment désastreuses pour Rocard (contre Balladur, il aurait moins de 40 p. cent).

Minoritaire dans le parti, personnellement battu aux législatives, Michel Rocard n'avait d'autre choix que de s'emparer de la direction du PS, et au

moins de tenter de faire bouger les choses. Disons que pour l'instant il faut une bonne dose d'optimisme pour croire à un proche avenir souriant. En mars dernier, le PS avait touché le fond, avec moins de 20 p. cent des voix. Neuf mois ont passé, et la droite a eu le temps de commencer à s'user au pouvoir. Or il n'y a dans le pays pas le moindre frémissement indiquant une remontée socialiste. Ni dans les sondages ni dans les partielles. Tout récemment, en Champagne, où l'on revotait pour une élection annulée, le candidat socialiste, qui avait 30 p. cent en 88 et seulement 10 p. cent en mars 93... a encore reculé à 8 p. cent.

En somme, Rocard a perdu beaucoup de sa popularité en renonçant à son splendide isolement et en devenant un chef de parti comme les autres. Et du coup, il est pour l'instant incapable de transformer ou de redresser si peu que ce soit un parti qu'on lui a donné comateux. Sombres perspectives pour mai 95!

Battu lors des dernières élections législatives, Michel Rocard a hérité d'un Parti socialiste comateux.

PHOTO AP



L'Europe élabore un vaste plan de renouveau économique

CHRISTOPHE DEGRYSE
collaboration spéciale

Bruelles, avenue Louise. En cette fin d'année, les commerces de luxe de la Capitale de l'Europe ont brillé de tous leurs éclats. Et pourtant...

Et pourtant, à y regarder de plus près, la fête n'est plus tout à fait comme avant. À l'entrée des «Galeries de la Toison d'Or», luxueuses galeries commerçantes, une vieille femme assise à même le sol mendie sous le regard gêné ou indifférent des passants. À la sortie du métro, à deux pas du quartier européen de la ville, c'est une jeune femme tenant son bébé dans les bras qui vous implore. De nombreux Bruxellois se montrent choqués par de telles scènes: il y a cinq ou six ans, la mendicité n'existait pratiquement plus, ici. Aujourd'hui, on semble assister à son retour en force.

Le soir, à la télévision, c'est presque invariablement sur ces mots que depuis quelques mois le présentateur ouvre son journal: «Aujourd'hui encore c'est de licenciements massifs dont il est question». Et de passer en revue la longue liste des entreprises et industries qui rationalisent, res-

structurent ou, tout simplement, ferment leurs portes. Nombreuses sont aussi les entreprises qui délocalisent leurs unités de production pour les installer dans les pays où les coûts salariaux les charges sociales, les normes environnementales sont moins élevées... «Délocalisations»: l'opinion publique européenne, qui a récemment ajouté ce nouveau mot à son déjà riche vocabulaire social, se montre très sensible à ce phénomène qui menacerait, selon un sénateur français, entre trois et cinq millions d'emplois en Europe. Un exemple parmi d'autres: une enquête récemment réalisée en Allemagne auprès de 10 000 entreprises industrielles allemandes révèle que 30% d'entre elles ont l'intention de transférer une partie de leur production vers l'étranger. En d'autres termes, l'Europe exporte tout... même ses emplois!

En Belgique comme en France, en Allemagne, en Italie ou aux Pays-Bas, un climat s'insécurité sociale gagne peu à peu du terrain. En 1991, l'Union européenne comptait 12 millions de chômeurs indemnisés. Aujourd'hui, elle en compte 17 millions. Et l'OCDE en prévoit 22 millions en

1995, dans ses toutes récentes «Perspectives économiques». L'Europe se sent menacée de l'intérieur. Sa cohésion sociale est en péril.

Mais comment réagir? «Il n'y a pas de remède miracle» à la crise, lance Jean-Luc Dehaene, premier ministre belge qui présidait l'Union européenne jusqu'au 31 décembre dernier. Le chômage européen est devenu pour une bonne part structurel. En d'autres termes, même dans l'hypothèse d'une relance classique de la croissance économique, il ne se résorbera pas entièrement.

L'emploi

De ce noir constat, Jacques Delors, le président de la Commission européenne, tire une conclusion incontournable: il faut désormais rechercher un nouveau modèle de développement qui soit centré sur la création d'emplois. Telle est l'idée-maitresse du «Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi» présenté par Delors et adopté par les douze chefs d'État et de gouvernement réunis à la mi-décembre en Sommet européen à Bruxelles. Que contient ce Livre blanc? Tout d'abord la confirmation d'un constat sans complaisance: «depuis vingt ans, le taux potentiel de croissance annuelle de l'économie européenne a baissé (d'environ 4% à environ 2,5%); le chômage augmente de manière continue de cycle en cycle; le taux d'investissement a diminué de 5 points; la position relative (de l'Union européenne) face aux

États-Unis et au Japon s'est détériorée en ce qui concerne l'emploi, les parts de marché à l'extérieur, la recherche-développement et l'innovation, et le développement de produits nouveaux». Bref, estime Jacques Delors, «le monde a été plus vite que nous».

La société de l'information

Comment le rattraper? Le Livre blanc analyse les différents moyens d'action à mettre en oeuvre pour rendre l'économie plus compétitive. Il s'agit notamment de rendre les entreprises plus aptes à maîtriser les changements techniques. La Communauté, expliquait Delors lors d'une récente conférence de presse, doit «entrer de plain-pied dans la nouvelle société de l'information» qui bouleversera les méthodes de travail. Il faudra pour cela créer des autoroutes de l'information comprenant des réseaux avancés interconnectés (réseau de communication à grand débit, réseau numérique à intégration de services), des services électroniques généraux (courrier électronique, accès électronique à l'information, image électronique), et des applications télématiques (télétravail, téléadministration, téléformation, télémedecine). Et tout cela, bien sûr, au niveau européen.

Il faudra également rendre plus flexibles les politiques européennes de recherche et se concentrer davantage sur les secteurs les plus prometteurs (technologie de l'information, biotechnologie); il

faudra tirer davantage profit des possibilités qu'offre le grand marché en favorisant notamment les réseaux transeuropéens d'infrastructures: TGV, routes, transports combinés, voies navigables. La Commission a d'ores et déjà sélectionné les grands projets de réseaux transeuropéens de transports afin de «rapprocher tous les pays du continent européen». Parmi eux: l'axe autoroutier Berlin-Varsovie-Moscou, ou la liaison ferroviaire Paris-Barcelone-Madrid, ou encore l'amélioration des transports combinés sur l'axe Heathrow-Londres-Tunnel sous la Manche, etc. Dans le domaine de l'énergie également, des projets d'intérêt européen seront présentés début 1994 pour renforcer l'interconnexion des réseaux nationaux électriques et gaziers.

Pour relancer l'emploi, le Livre blanc définit un certain nombre de priorités d'action parmi lesquelles l'amélioration de l'éducation et de la formation, l'accroissement de la flexibilité du marché de l'emploi, la réduction du coût relatif du travail peu qualifié et la «rencontre de nouveaux besoins». Cette dernière priorité constituerait un gisement d'emplois nouveaux dans les secteurs sociaux (aide à domicile, gardes d'enfants, assistance aux jeunes en difficulté, ...), environnementaux (entretien de zones naturelles et des espaces publics, traitements des eaux, assainissement des zones polluées), culturels. Selon les services de la Commission européenne, trois millions d'emplois pourraient être créés dans ces «services de proximité».

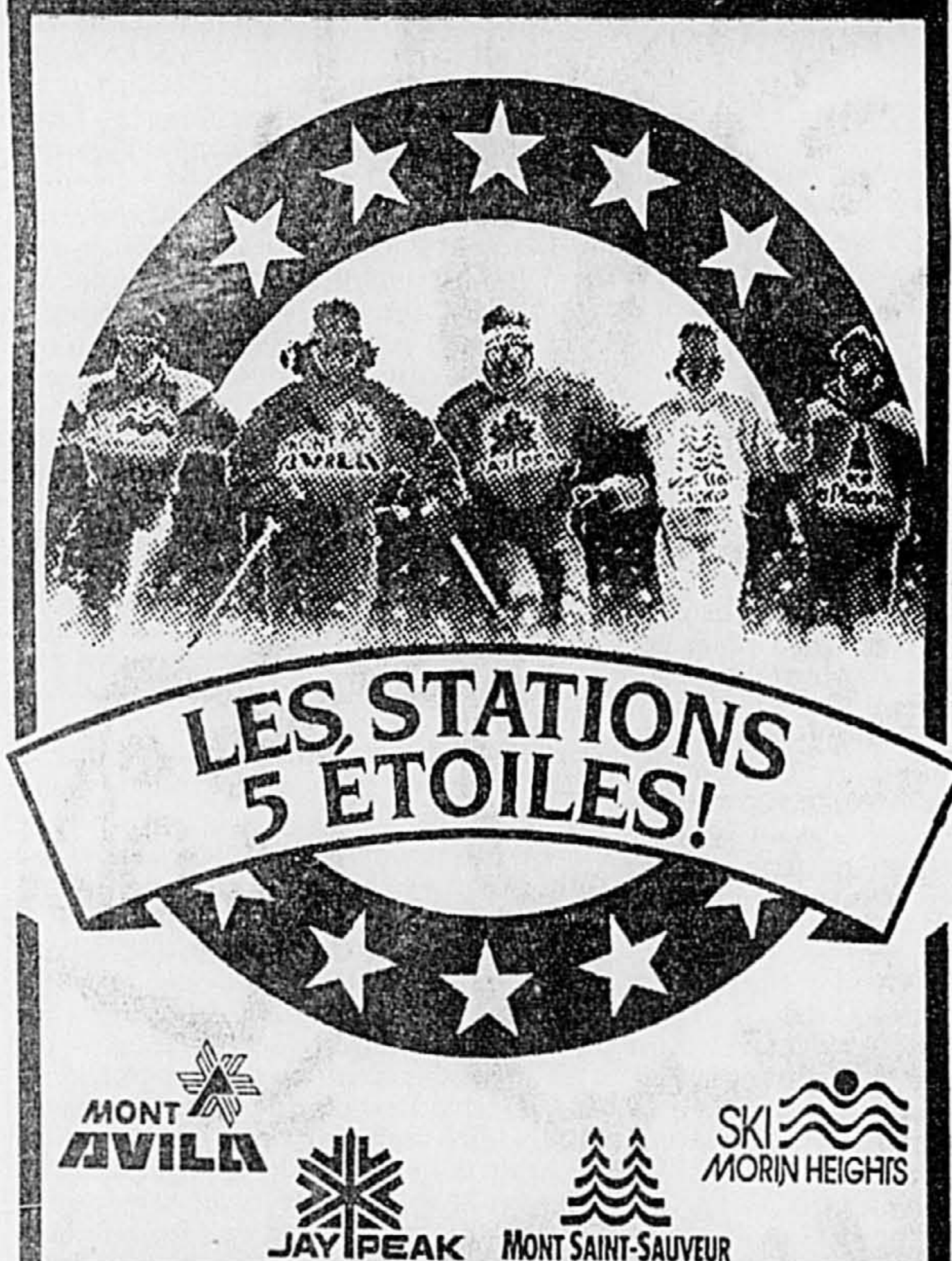
On le voit, ce n'est pas l'ambition qui fait défaut au projet adopté par les Douze. Certes, ces derniers ont quelque peu amendé le projet initial qui leur était présenté. Au départ en effet, le Livre blanc se fixait un objectif chiffré de lutte contre le chômage: il s'agissait de créer pas moins de 15 millions d'emplois nouveaux d'ici la fin du siècle. Chefs d'État et de gouvernement ont décidé de supprimer cette mention, la jugeant sans doute politiquement trop risquée. Pour le reste, ils ont étonnamment tous marqué leur accord pour ce plan de «renouveau économique de l'Europe», le président français François Mitterrand le qualifiant de «Charte du possible».

Reste maintenant à savoir où et comment la Communauté trouvera les sources de financement d'un tel projet. Le Livre blanc propose la création de nouveaux instruments financiers, dont notamment des obligations à long terme garanties par le Fonds européen d'investissements, et des Obligations de l'Union à l'appui de grands projets d'infrastructures d'intérêt stratégique couvrant les fameux réseaux transeuropéens, la Banque européenne d'investissement (BEI) servant d'intermédiaire. Allemagne et Grande-Bretagne ne se sont guère montrés enthousiastes à l'idée de voir s'accroître l'endettement des Douze, à l'heure où tous les gouvernements européens se serrent la ceinture et tentent de remettre un peu d'ordre dans leurs finances publiques.

Ah!

LES CHANCEUX

SKIEZ LES STATIONS 5 ÉTOILES



Chaque jour, jusqu'au 31 décembre, vingt abonnés chanceux de La Presse recevront deux billets de ski pour l'une des stations 5 étoiles.

Voici les chanceux d'aujourd'hui:

M. Bourgouin de Shawinigan	n° 200042B02
Mme Vigeant de Saint-Laurent	n° 210171V01
Mme Charest de Saint-Hilaire	n° 210179C04
Mme Fortin de L'Acadie	n° 210507F00
M. Baudette de Sherbrooke	n° 210723B03
M. Martin de Montréal	n° 212425M05
Mme Leblanc de Montréal	n° 212980L02
Mme Leduc de LaSalle	n° 216408L03
M. Lecours de Montréal	n° 219360L07
Mme Lavoie de Montréal	n° 219805L02
Mme Alain de Saint-Lambert	n° 224477A01
Mme Stocco de Lachine	n° 231070S01
M. Richard de Chomedey	n° 238793R01
Mme Stapels de Repentigny	n° 245126S03
M. Charette de Duvernay	n° 246118C05
M. Lavalée de Duvernay	n° 246335L02
M. Filiatrault de Saint-Thimothée	n° 272009F00
M. Grégoire de Saint-Pierre de Sorel	n° 284915G05
M. Monette de Sainte-Julie	n° 286821M06
M. Adam de Joliette	n° 278678A00

*La valeur totale des prix offerts est de 8 400 \$, les règlements du concours sont disponibles à La Presse.

*Les personnes gagnantes devront répondre à une question d'habileté mathématique pour mériter leur prix.

Pour participer,
il suffit de s'abonner à

La Presse

285-6911

40 % DE RABAIS :

12 COLLANTS FINS

30 % DE RABAIS :

6 COLLANTS FINS

25 % DE RABAIS :

UN COLLANT FIN

Collants fins Baycrest avec lycra

Moins chers à la douzaine!



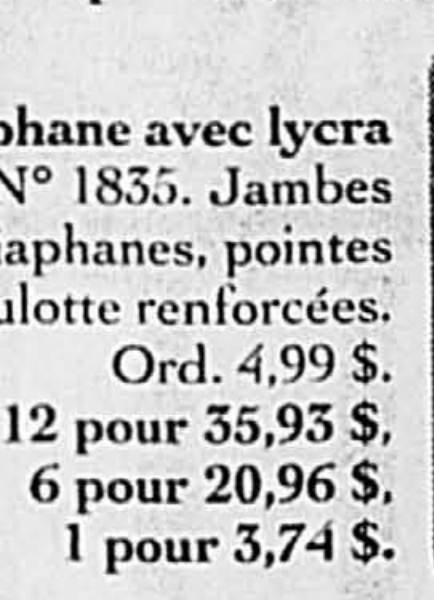
Diaphane avec lycra

N° 32020. Jambes, 20 deniers. Culotte renforcée et superpointes invisibles. Ord. 4,49 \$. Solde 12 pour 32,33 \$, 6 pour 18,86 \$, 1 pour 3,37 \$
N° 32030. Jambes, 20 deniers, superpointes invisibles et culotte de maintien satinée. Ord. 5,29 \$. Solde 12 pour 38,09 \$, 6 pour 22,22 \$, 1 pour 3,97 \$



Diaphane avec lycra

N° 1858. Culotte de maintien, jambes, 20 deniers, pointes renforcées. Ord. 4,99 \$. Solde 12 pour 35,93 \$, 6 pour 20,96 \$, 1 pour 3,74 \$
N° 1830. Jambes ultradiaphanes, culotte de maintien soyeuse et pointes renforcées. Ord. 5,49 \$. Solde 12 pour 39,53 \$, 6 pour 23,06 \$, 1 pour 4,12 \$



Diaphane avec lycra

N° 1835. Jambes ultradiaphanes, pointes et culotte renforcées. Ord. 4,99 \$. Solde 12 pour 35,93 \$, 6 pour 20,96 \$, 1 pour 3,74 \$



Sheer with Lycra

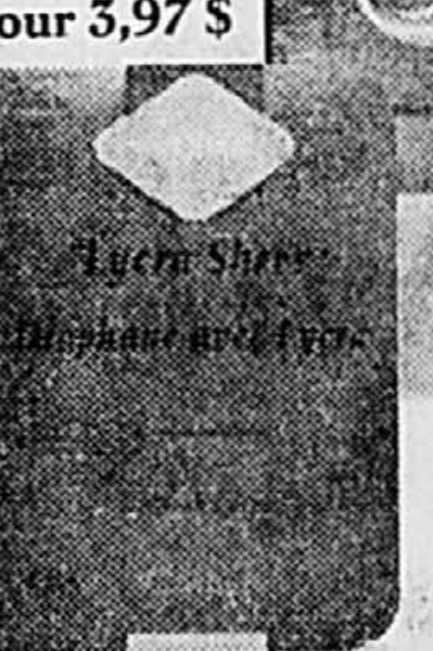
N° 1863. Bas-jarrettières diaphanes.

Pointes invisibles et large bande en dentelle. Ord. 6,49 \$. Solde 12 pour 46,73 \$, 6 pour 27,26 \$, 1 pour 4,87 \$

N° 1870. Bas diaphanes avec lycra

Pointes invisibles. Ord. 4,39 \$.

Solde 12 pour 31,61 \$, 6 pour 18,44 \$, 1 pour 3,29 \$



Opaque avec lycra

N° 1808. Jambes, 40 deniers, culotte renforcée. Ord. 5,29 \$.

Solde 12 pour 38,09 \$, 6 pour 22,22 \$, 1 pour 3,97 \$

N° 1809. Culotte de maintien, jambes, 40 deniers. Ord. 5,99 \$.

Solde 12 pour 43,15 \$, 6 pour 25,16 \$, 1 pour 4,49 \$



Mi-bas avec lycra

N° 1865. Mi-bas, 20 deniers avec lycra. Pointes renforcées. Ord. 2,39 \$.

Solde 12 pour 17,21 \$, 6 pour 10,04 \$, 1 pour 1,79 \$

Collants fins, rayon 225.

Moins chers à la douzaine!

Quel plaisir! Vos jambes n'ont jamais eu si fière allure! Quel confort! Vous ne vous serez jamais sentie si bien! Nos collants fins Baycrest avec lycra Du Pont épousent vos jambes à la perfection. Le spandex qu'ils contiennent empêche ceux-ci de faire des poches aux genoux et des plis aux chevilles. Remarquablement luxueux, nos collants fins Baycrest sont offerts dans une fabuleuse gamme de couleurs mode qui souligneront à merveille vos tenues de jour et de soirée. Profitez de notre extraordinaire solde pour les adopter et faites-en provision. Vous ne pourrez plus vous en passer!

SOLDE EN VIGUEUR DU LUNDI 3 JANVIER AU DIMANCHE 16 JANVIER



LA BAIE

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX

Compagnie de la Baie d'Hudson

